le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Révolte en Bolivie

M 02137 - 1333 - F: 2,00 €
2€
0026-9433

« La papauté est un chancre hideux qu'il faut extirper complètement, définitivement, si l'on veut en finir avec toutes les tyrannies et toutes les oppressions basées sur le mensonge, la haine, le fanatisme et l'intolérance. »

André Lorulot

hebdo n° 1333
du 23 au 29 octobre 2003

Sommaire

Les patrons français perdent la vue en **Russie**, par R. Goret, page 6

La FTE-CNT ne semble pas aussi **disciplinée** que Luc Ferry, page 6

Entre le voile et le **string** à l'école, le Furet a choisi, page 6

L'autruche de Ladrisse : toujours sur ses 2 pattes, page 7

Des militantes libertaires en appellent à la **solidarité**, page 7

Le **prolétariat** s'organise dans le 13e, page 8

Des nouvelles du **FSL**, page 9

Accord de dupes sur la **formation professionnelle**, par H. Lenoir, page 10

Un **lieu de retraite** pour anars ? par J. Rausa et J.-M. Raynaud, page 12

Avec le temps de Suzanne Weber : radioscopie de la **vieillesse**, page 15

Remise du **prix « Ni dieu, ni maître »** 2003 à Merlieux, page 16

Touche pas à **Orwell**, par F. Gomez, page 17

Guerre d'Algérie : les **réfractaires** remettent le couvert, page 20

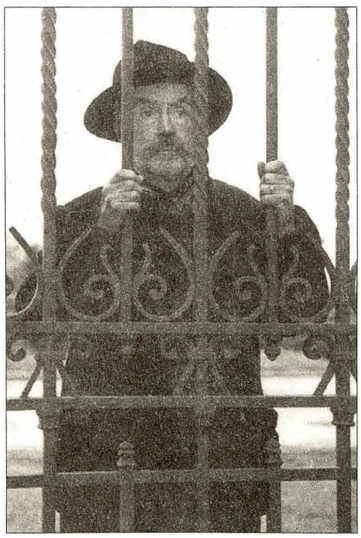
Chroniques de la **toile**, page 20

La rubrique **en vrac** toujours pas aux ordres, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

François Béranger nous a quitté, par F. Coquet, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

« Vos victoires sont bafouées, le monde regarde, suffoqué, revenir la barbarie. » C'est ce que chantait François Béranger en 1997 quand il évoquait les premières vacances de ses parents en 1936. À cette époque, les congés payés, les 40 heures hebdomadaire devaient, selon les représentants du capital mettre à feu et à sang notre bel Hexagone. Un sémillant ministre a fait dernièrement des déclarations de la même eau. Trop de congés favoriserait l'alcoolisme et les violences conjugales... À quand le simple repos dominical et les apprentis dormant sous l'établi ?

Récession, disent nos maîtres de la finance. Pour nous elle existe dans son sens premier dans le grignotage (sic) systématique des acquis sociaux. C'est le triomphe post électoral de la droite. La cerise sur le gâteau ayant été raflé par l'annonce d'un salaire au mérite dans la fonction publique. Le gouvernement voudrait-il œuvrer pour un front syndical uni, se préparer un automne chaud ? Le temps de rêver n'est plus de mise et on peut douter de la riposte du monde du travail.

Les grands efforts médiatiques tentent plutôt de rassembler les gauches en vue des élections régionales. Les gauchistes de tout poil veulent-ils une énième fois tenter de cogérer avec la gauche tranquille les intérêts nationaux pour le plus grand profit du monde capitaliste ?

Pendant ce temps-là Chirac (héros républicain) se présente en leader maximo de la réconciliation franco-allemande. Et comme au bon vieux temps on béatifie sur un vrai faux miracle.

Changer le monde a toujours été au centre des préoccupations du mouvement anarchiste. Il y a des moments où l'histoire a du plombs dans l'aile, mais dans les années 30, partir en vacances pour le monde ouvrier était une utopie. Devenue réalité quand la mobilisation sociale, les grèves établirent un rapport de force favorable.

Aujourd'hui la France d'en bas fait le dos rond mais comme il est dit dans la chanson « les beaux refleuriront ».

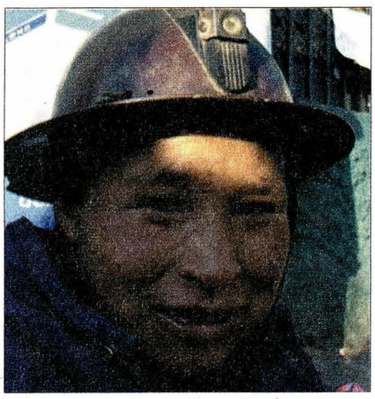
Les intermittents interrompant une émission avec une banderole « éteignez vos télés » montrent que changer la vie passe par d'autres chemins que la télé poubelle.

En Mai 68 on disait « cassez les télés et descendez dans la rue... » Comme le chantait Béranger :

« Creusons-nous les méninges,
caressons l'utopie,
réinventons le monde,
réinventons la vie. »

Convulsion sociale en Bolivie

La répression sanglante contre le mouvement de protestation sociale en Bolivie a causé la mort de plus de 80 personnes. La démission du président Sanchez de Lozada, remplacé aussi sec par son vice-président Carlos Mesa, n'est pas l'assurance d'un retour au calme. Il ne suffit pas de changer la tête de l'État pour faire croire que la situation va s'améliorer dans un pays où les deux tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. À ce jour, les manifestants ont d'ailleurs décidé de maintenir les barrages, refusant d'accorder une confiance aveugle à ce nouveau dirigeant.
Retour sur une contestation qui évolue chaque jour, à travers deux articles témoignages.



Louis Jazz

Depuis maintenant quatre semaines, de nombreux secteurs de la société civile bolivienne sont mobilisés en opposition à l'exportation du gaz vers les États-Unis, provoquant une grave crise politique et sociale, dont le contrôle échappe au gouvernement.

Les paysans de la région de l'Altiplano bloquent les routes principales avec l'objectif de couper la capitale administrative, La Paz, de tout contact avec le reste du pays. Ces actions ont donné lieu à de durs affrontements avec les forces de l'ordre, qui se sont soldés par la mort d'environs six personnes, dont un enfant de sept ans.

Les conflits se sont encore durcis avec l'entrée de la ville de El Alto en « grève civique », décrétée par la Fédération des associations vicinales (Fejuve) dans cette ville de plus de 650000 habitants, surplombant la vallée de La Paz. Depuis cinq jours maintenant, toute la ville de El Alto est paralysée, cette mesure affecte directement la capitale administrative, qui lui est contiguë. Suite à l'annonce du début de la grève, l'armée a envoyé des troupes équipées d'armes de guerres et accompagnées de tanks pour se positionner aux endroits stratégiques des deux villes voisines, créant un véritable climat de guerre civile.

Les manifestations et affrontements à El Alto ont causé, seulement pour la journée d'hier, la mort d'au moins trente personnes, d'après les représentants de l'Assemblée permanente des droits de l'Homme en Bolivie (APDHB), alors que le gouvernement ne décompte officiellement que cinq cas de décès.

Les habitants doivent faire face à une pénurie tant alimentaire qu'en hydrocarbures. Dramatisant cette situation, des attentats aux environs de El Alto visent les centrales électriques et les gazoducs. L'armée a escorté lors de la journée d'hier un convoi de douze camions-citernes, remplis d'essence et de gaz liquéfié, à destination du centre de La Paz. Cette quantité d'énergie pourra satisfaire les besoins de la ville durant un peu plus de vingt-quatre heures et à coûté la vie de plusieurs personnes qui tentaient d'empêcher son passage.

La mobilisation populaire exige la démission suite page 4

Un puissant mouvement populaire

Huayna Willa

Réseau de solidarité avec le peuple de Bolivie et de El Alto, le 16 octobre 2003

Convulsion sociale en Bolivie

suite de la page 3

du président de la République, Gonzalo Sánchez de Lozada, l'industrialisation des réserves naturelles de gaz bolivien, un référendum au sujet de l'exportation du gaz et l'abrogation de la loi hydrocarbures, entre autres.

Les maisons portent le deuil, suite à la mort d'un enfant de cinq ans, lors des derniers affrontements. Ambulances et journalistes ont de grandes difficultés à se rendre sur les lieux des affrontements, la situation confuse est accentuée par de nombreuses rumeurs au sujet de la démission du vice-président, d'un coup d'État, de mutineries dans les casernes de la police et de l'armée, de pillages, etc. La nuit, les rues des différents quartiers de El Alto sont illuminées par les feux allumés par les habitants armés de bâtons, en vigie contre les éventuels pillages ou interventions policières.

Les boulangers, charcutiers, chauffeurs et professeurs sont entrés dans une grève qui durera plusieurs jours, les blocages de routes s'étendent, d'autres régions du pays se joignent aux mobilisations alors que le président de la République annonce en début d'après-midi qu'il ne démissionnera sous aucune condition.

El Alto, le 13 octobre

Plus de 3000 mineurs de Huanuni, qui se dirigeaient vers la ville de La Paz pour se joindre aux protestations contre la vente du gaz et pour la démission du Président de la République, Gonzalo Sánchez de Lozada (surnommé Goni), ont été stoppés le matin du 15 par les militaires au niveau de Patacamaya (communauté indienne), à une centaine de kilomètres de la ville de El Alto, l'affrontement a une fois de plus été brutal et mortel, alourdissant le bilan de deux décès et plus d'une quinzaine de blessés par balle, dont un journaliste. Les militaires en ont profité pour dépouiller les mineurs de leurs affaires personnelles, prétendant chercher la dynamite qu'ils emporteraient avec eux.

Un autre convoi d'hydrocarbures est arrivé non sans-difficultés à La Paz, à cause des wagons de train qui ont été placés en travers de l'autoroute qui lie La Paz et El Alto par les manifestants, depuis la nuit de mardi à mercredi à El Alto. Le convoi a littéralement été assailli à son arrivé par la population de La Paz qui commence sérieusement à manquer de nourriture et gaz à cause des blocages de routes commencés il y a plus de quatre semaines et demi par les paysans.

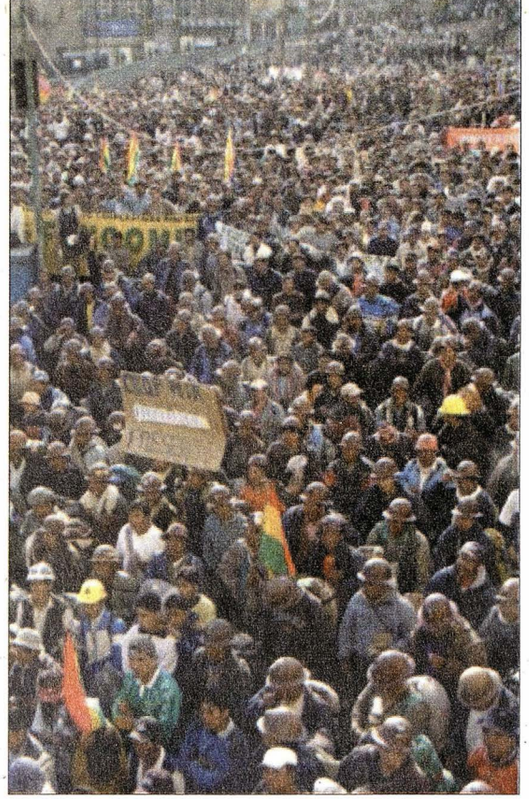
Dans l'après-midi du mercredi 15, différents journaux critiques envers le gouvernement ont subi la vindicte des militaires, empêchant leur publication dans les prochaines semaines, mettant gravement en question la liberté de presse dans un pays « démocratique ». Les journaux *El Juguete rabioso*, *El Pulso* et *El Diario*, pour avoir demandé la démission du président de la République, sont interdits de publication.

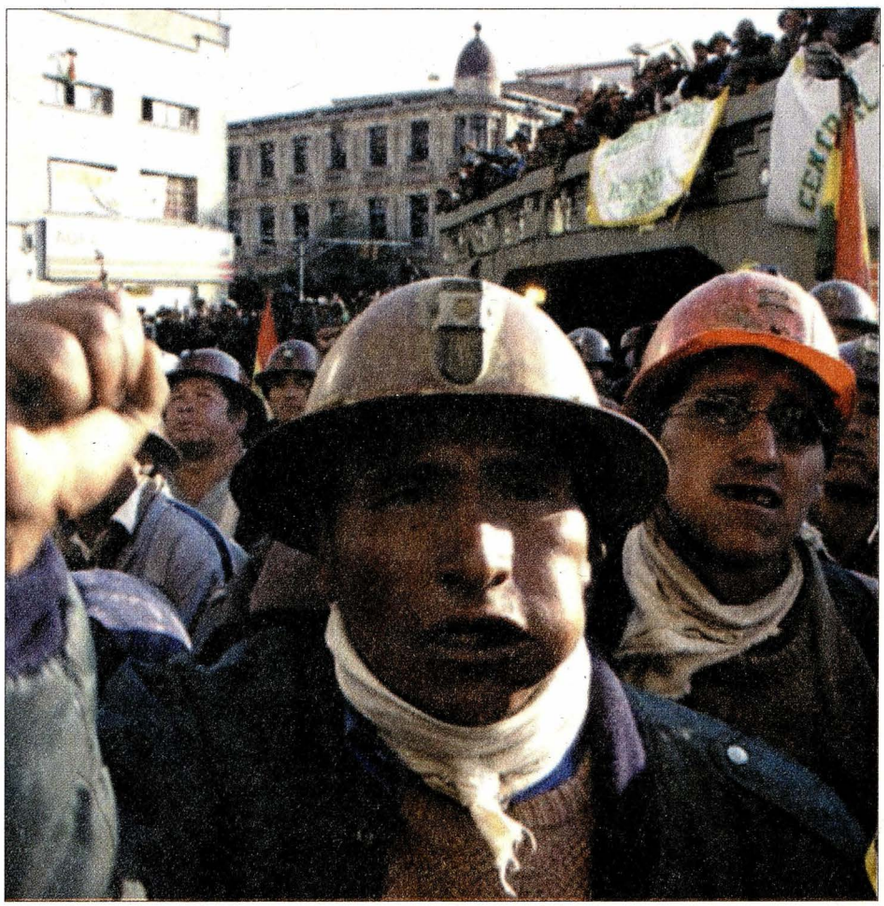
Les chaînes de télévision Cadena A et RTP ont également été l'objet de tentatives d'intervention militaire, mais les mobilisations populaires ont réussi à empêcher la fermeture des studios, leur permettant de continuer leur travail journalistique critique et la lutte pour la liberté d'expression. Mais les radios émettant depuis Oruro, Pío XII et Canal 13 n'ont pas eu la même chance puisque leurs locaux ont été victimes d'un attentat à la dynamite, empêchant la diffusion des émissions depuis la soirée de mercredi.

Le vice-ministre des Pensions a démissionné, alors que le président « Goni » lisait le nouveau manifeste du gouvernement, accompagné de Manfred Reyes, fasciste ex-paramilitaire et président de la Nouvelle Force républicaine (NFR), parti populiste de la coalition, et de Jaime Paz Zamorra, leader du MIR, Mouvement de la gauche révolutionnaire (plus de droite que de gauche malgré son nom). Ce manifeste propose tardivement : un référendum à titre seulement de consultation au sujet de l'exportation du gaz, une révision de la loi hydrocarbures avec en préliminaire une consultation des entreprises pétrolières afin d'augmenter les bénéfices du pays, etc. Il n'y a eu aucune allusion aux morts lors des affrontements. Le gouvernement espérait calmer les esprits avec ce manifeste, mais aujourd'hui une manifestation de plus de 100000 personnes a mis en évidence le refus de cette proposition démagogique et tardive qui aurait pu éviter la mort de plus de 75 boliviennes et boliviens (selon la Ligue des droits de l'Homme). Ce manifeste démontre le cynisme et le culot du gouvernement, et en particulier du répresseur Goni, croyant qu'ils représentent la « démocratie » de ce pays. Toute personne qui s'oppose au gouvernement est traitée de terroriste, de narcotrafiquant, d'ennemi de la démocratie, d'anarchiste et de délinquant.

Jeudi à l'aurore, les vigies ont repris dans les rues des quartiers de El Alto, dans un climat d'insécurité suite aux nombreux témoignages diffusés par Radio Erbol de persécutions des dirigeants des associations vicinales de la part des militaires qui passent de maison en maison dans les quartiers de Brasilia, Rio Seco, et Villa Adela. À Ciudad Satélite, les voisines et voisins des antennes appartenant aux médias audiovisuels craignent les attentats des militaires, comme moyen d'empêcher la diffusion des émissions des chaînes et radios gênantes.

Tout porte à croire que ce climat d'insécurité correspond à l'imposition d'un état de siège dissimulé.





Les vigies nocturnes qui sont des actes de protestation et manifestation contre les actions du gouvernement ont été l'objet de menaces de la part des militaires armés qui n'auraient pas hésité dans certains quartiers à tirer des rafales dissuasives.

La journée du 16 s'est caractérisée par d'énormes mobilisations de différentes régions du département de La Paz, qui ont convergé vers la capitale administrative de la République dont les rues ont littéralement débordé devant la masse de personnes présentes. Des affrontements dans l'après-midi ont déjà causé la mort d'une personne supplémentaire. Un pont aérien relie La Paz et Alto avec les autre grandes villes de Bolivie, afin de fournir des vivres et tenter de rompre les grèves, mais la hausse des prix de ces produits rend leur accès presque impossible pour la majorité des habitants.

Le vice-président de la République, Carlos Mesa a réaffirmé son désaccord avec la politique meurtrière du gouvernement, il a déclaré qu'il allait continuer à assumer ses responsabilités de vice-président tout en n'appartenant plus au gouvernement. Quant à lui, le gouvernement affirme que la position de Carlos Mesa est antidémocratique et aux objectifs douteux.

Le gouvernement répresseur se montre plus que jamais cynique, en proposant une ridicule indemnisation de 6 579 dollars américains aux familles des victimes. C'est le prix d'une vie humaine selon le gouvernement.

Nous devons aussi dénoncer le manque d'objectivité des canaux de télévisions internationaux tels que CNN, dans sa version « CNN en español », qui camouflent peu leur appui à Gonzalo Sánchez de Lozada.

Depuis hier des piquets de grève de la faim dans pratiquement tous les départements du pays ainsi qu'à l'étranger se sont multipliés, exigeant la démission du Président « répresseur » de la République, l'arrêt des massacres et la paix dans le pays. Les personnes en grève sont au nombre approximatif de 700.

H. W.

Danse avec les loups

Rafi, le VRP numéro 1 de la France d'en haut a fait du 5 au 8 octobre dernier un beau voyage... en Russie.

Accompagné d'une bande de chasseurs de fric: Perben, Haigneré, Bussereau, Loos, quelques banquiers et des chefs d'entreprise. Il est allé « exposer les grandes lignes du plan d'action Russie qui vise à accroître la part de marché français en Russie ».

Raffarin et sa meute de loups se sont acoquinés avec les canis-lupus locaux, ensemble ils ont dansé, dansé, dansé... sur le dos des Tchétchènes et du petit peuple russe.

Ils se sont gavés, et sont rentrés les bras chargés de contrats et de promesses de contrats, se jurant de revenir finir le festin.

« Là bas, tout va bien, nous n'avons rien vu, rien entendu, on a juste dansé entre loups. »

R. G.

P. S.: Excusez-moi, véritables loups à quatre pattes, pour cette ignoble et injuste métaphore.

Pour le string !

Le feuilleton engendré par le port du foulard à l'école n'est pas fini et paraît même vouloir durer longtemps. On entend et on lit tout et son contraire. Le quotidien *le Monde* (daté du 17 octobre) consacre deux pleines pages à la question avec un parti pris globalement favorable. Un article y considère même le foulard comme relevant de la liberté d'expression et les jeunes filles voilées comme victimes de l'intolérance, non pas de l'intolérance des imams, mais de celle des enseignants !

Mais certains cherchent des « solutions », et on voit toutes sortes d'idées apparaître. On nous dit que le retour de l'uniforme est une hypothèse, on nous annonce que certains lycées ou collèges amendent leur règlement intérieur concernant l'apparence vestimentaire... Ici on interdit les baskets, là le string apparent... et un peu partout les couvre-chefs. Et puis quoi encore? Est-il raisonnable de mélanger les victimes de l'obscurantisme religieux avec les victimes de la mode? C'est faire preuve d'un certain manque de discernement à moins que ce ne soit d'hypocrisie... Bien sûr, l'affaire n'est pas facile à gérer, il s'agit d'un conflit délibéré et il faut savoir y faire face. Il est douteux qu'on s'en sorte par la lâcheté ou l'hypocrisie.

L'intolérance ou la tolérance

On peut entendre – dans des termes quasi similaires de la part de la FCPE et de la FSU – que priver les jeunes filles de collège ou de lycée, c'est les priver d'une ouverture sur le monde qu'elles n'auront pas dans une école confessionnelle. C'est l'argument « réaliste » de service, l'argument qui évacue le problème, à savoir que la plupart des musulmanes ne portent pas le foulard, mais seulement celles qui sont endoctrinées par les pires obscurantistes. Qui peut défendre qu'une adolescente n'est pas influençable? Faut-il croire le discours qu'elles ont toutes appris par cœur (la « ligne de défense » que l'on entend à chaque nouvel épisode du feuilleton), à savoir qu'elles ont choisi seules et de leur plein gré de porter le foulard? Ce serait tomber dans le piège du bourrage de crâne.

La réalité est toute autre. Le foulard n'est pas plus musulman que le thé ou tout ce qu'on voudra. Il est le signe d'une soumission non pas à Dieu comme les religieux le font croire aux jeunes filles mais aux hommes. Le foulard ne vient pas seul, il est associé à nombre de privations de libertés. Cela va parfois jusqu'au mariage arrangé... Chacune des parties reproche à l'autre son intolérance: intolérance par rapport à la liberté religieuse contre intolérance religieuse. Il est visible que c'est dans le camp de la laïcité qu'on trouve le plus d'aptitudes au compromis. L'ennui est qu'en l'occurrence, le compromis est une défaite non seulement contre la vague d'islamisation qui en temps opportun pourrait apparaître sous la forme d'un parti politique mais dans l'immédiat défaite par rapport à l'égalité des sexes.

Interdire le string ?

Bien sûr, on peut déplorer le caractère commercial de la mode, effectivement bien loin d'enchanter les anarchistes... Pour autant, une société libertaire ne saurait rendre l'uniforme obligatoire... et il est inimaginable de faire disparaître tout phénomène de mode, a fortiori vestimentaire. Faire disparaître le profit est autrement plus intéressant! La mode est au string? Pourquoi interdire le port du string à l'école? Bien sûr celui-ci entre dans un processus de séduction... et alors? De quoi se mêle-t-on? D'ailleurs, les frimas commencent à le cacher... l'interdire paraît d'autant plus absurde. Un autre phénomène de mode semble donc être le retour des années soixante avec leur ordre moral ringard...

Tout se passe comme si, en effet, certains nostalgiques voulaient nous y ramener, mais est-ce bien nécessaire de nous vanter les mérites de la non-mixité des écoles, de la « valeur du travail », dans son sens moral (?) bien sûr, pas dans son sens marchand...

Les années soixante se sont terminées par un grand vent libertaire. Et si nous n'attendions pas la fin des années 2000?

Le Furet

Réforme des conseils de discipline

La Fédération des travailleurs de l'Éducation de la Confédération nationale du travail prend acte du projet de réforme, présenté par le ministre Luc Ferry, qui vise à réorganiser les conseils de discipline dans les collèges et lycées en augmentant la proportion de professeurs dans leurs instances.

Le double but de cette réforme est de définir les contours de l'École rêvée par le gouvernement Raffarin, fondée sur la nostalgie des anciennes valeurs d'autorité (discipline et passivité) et de semer le trouble et la division au sein de la communauté scolaire.

La FTE-CNT, pour qui les conseils de discipline ne sont pas une solution pédagogique, déplore que les sujets sécuritaires reviennent une nouvelle fois sur le devant de l'École alors que les réponses aux interrogations et aux initiatives éducatives sont laissées sur le bord du chemin. Alors que la modification des statuts de MI/SE a conduit aux assistants d'éducation, à la diminution de leurs effectifs et à la précarisation de leur emploi. Alors que les emplois jeunes sont licenciés un par un.

C'est par la présence concrète d'adultes compétents (professeurs, équipes de la vie scolaire, infirmières, psychologues, médecins-scolaires, etc.) dans le quotidien de chaque élève, que se construira une école du savoir, de l'émancipation, de l'égalité et non pas par des débats sur des conseils de discipline qui laissent à la marge les réalités sociales et sont un succédané au déficit de moyens croissant.

FTE-CNT
ftecnt@yahoo.fr

Quand l'autruche éternue...

Élargissement de la basse-cour

« Je demande au coq français de chanter avec les autres ». Michel Barnier, commissaire européen.

Je lui conseille aussi de se lisser la crête au Pento, avant que ne débarquent les poules d'Europe de l'Est.

Avenir du Parti socialiste

« Ce qu'il dit, je l'ai dit ou j'aurais pu le dire ». François Hollande, parlant de Jospin.

J'aurais pu, mais j'ai pas voulu. J'ai ma fierté, non mais. Je rappelle que je suis tout de même le secrétaire général du Parti socialiste français, que le camarade Lionel n'est plus qu'un obscur adhérent du 18e arrondissement. En conséquence, l'avenir c'est moi, et je vous prie d'arrêter de rire.

De l'ennui comme principe d'éducation

« On a cru trop longtemps qu'il fallait d'abord intéresser les élèves pour, ensuite, les amener à travailler ». Luc Ferry, toujours ministre.

L'élève doit s'emmerder en cours, sinon il risquerait de prendre goût aux études, et plus tard de ne pas accepter un boulot con et ennuyeux. Dès la maternelle, l'élève doit se voir appliquer le principe raffarien du « bosse, et fais-toi chier ». Comme ça, il sera habitué.

Petite vérole et communisme

« Je ne suis pas de ceux qui ont la gauche plurielle honteuse ». Robert Hue, toujours communiste.

Malgré les pustules et bubons, Robert persiste à s'exhiber. Il ferait mieux de se soigner, après tout la gauche plurielle ne fut qu'une maladie passagère et sans intérêt. D'ailleurs les électeurs, définitivement vaccinés, se disent désormais à l'abri de toute rechute.

Reviendra...

« Il sait tout, connaît tout. Sous une forme ou une autre, il reviendra ». Raymond Forni, PS.

Sous forme de quoi, d'ectoplasme, de fantôme, d'apparition ? Lionel revient, revient, revient...

...Reviendra pas ?

« Lionel Jospin n'est pas dans la logique du retour. Il travaille, il réfléchit ». Daniel Vaillant, PS.

Est-ce à dire qu'à Matignon il en glandait pas une et ne pensait à rien ? Ah c'est ça. On se disait aussi... On notera au passage le niveau auquel se situe le débat politique au PS. Soit Lionel revient, soit il ne revient pas. Je serais « Lionel », je fuirais ces gens dont la pensée épouse la forme d'une grille de tiercé, et me contenterais de continuer à emmerder le plancton.

Un macchabée modèle

« Madame de Gaulle reste le modèle des modèles. On n'a pas le droit d'y toucher ». Madame Chirac, futur modèle.

Que Bernadette se rassure : dans l'état où se trouve aujourd'hui tante Yvonne, personne n'ira y mettre ne serait-ce qu'un doigt.

Frédo Ladrisse

(sources : Europe 1, France Inter, Libération, le Monde, le Nouvel Observateur*)*

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Relaxe pour les antifascistes Nîmois !

Le 14 novembre 2000, à l'appel du comité de vigilance contre l'extrême droite et de Ras L'Front, un rassemblement antifasciste manifeste son opposition à la venue d'E. Pascale, élue MNR au conseil régional, qui se présentait pour siéger au conseil d'administration du lycée Gaston Darboux à Nîmes.

Suite à ce rassemblement, le MNR entamait des poursuites judiciaires à l'encontre de deux militants Nîmois accusés de violences sur l'élue d'extrême droite.

Ces militants sont : le président de Ras L'Front-Nîmes, absent le jour des faits et un membre d'Alternative libertaire qui, rappelons-le, travaillait ce jour là. Ce dernier était reconnu par les témoins d'E. Pascal comme son agresseur à partir de photos prises par les services de police deux ans auparavant pour un rassemblement similaire.

Un nouveau procès aura lieu ce 23 octobre. Deux affaires seront examinées : celle d'un militant d'Alternative libertaire toujours accusé par E. Pascal de l'avoir frappée et, celle d'un militant antifasciste, qui témoigne avoir réagi aux réactions violentes de l'entourage d'E. Pascal le jour des faits. **Soutenons ces militants antifascistes notamment en étant à leurs côtés, devant le palais de justice de Nîmes, jeudi 23 octobre 2003 à 13h45.**

transmis par le groupe Gard-Vaucluse de la FA

Soutenir les anarchistes roumains

En ces temps de mondialisation capitaliste, l'internationalisme est loin d'être une valeur obsolète et inutile. Pour ne pas demeurer une affirmation théorique sans contenu, ce principe internationaliste doit se concrétiser par des relations, des échanges d'informations et des coups de main ponctuels entre anarchistes et libertaires du monde entier.

C'est pourquoi la rédaction de *HOBOCTb* appelle les lecteurs du *Monde libertaire* à soutenir les camarades roumains de Timisoara du groupe AActivist.

Très actifs, ces copains participent à de nombreuses luttes (contre les bombardements de l'Otan en Yougoslavie ou la répression policière des militants, des actions écologiques ou anti-McDo, des distributions de nourriture, etc.), organisent des festivals de vidéo alternatifs ou de musique et distribuent un bulletin d'information en anglais, AActivist.

Pour être encore plus ancrés dans leur ville, les camarades d'AActivist ont décidé d'ouvrir prochainement une librairie militante, qui soit à la fois un lieu de documentation et de conférences. De plus, ce local sera relié à Internet, ce qui permettra à tous les roumains qui le désirent d'avoir accès à leur journal, leurs livres et leurs cassettes.

Si vous souhaitez contactez le groupe AActivist, vous pouvez le faire par le biais de leur adresse Internet : pinkpanthers@k.ro.

Enfin, la rédaction de *HOBOCTb* lance une souscription dans le milieu libertaire français pour aider cette ouverture d'une librairie anarchiste à Timisoara.

Toute participation financière est la bienvenue, sachant qu'une somme minime en France peut représenter plusieurs semaines de salaire d'un travailleur roumain.

Vous pouvez envoyer vos dons à : *HOBOCTb* c/o CESL – BP 121, 25014 Besançon cedex, en précisant « solidarité avec AActivist ».

HOBOCTb

Contre l'offensive patronale, riposte syndicale !

Cela faisait longtemps que l'on n'avait vu en France un gouvernement aussi combatif et méprisant vis-à-vis des classes populaires. Cet été a été signée la loi Fillon dont le but clairement affiché est de nous faire travailler plus pour gagner moins tout en favorisant les mutuelles complémentaires et autres fonds de pension.

Cette casse de la solidarité intergénérationnelle (servie par un pseudo-discours économique, alarmiste et mensonger) n'avait évidemment pas d'autres buts que d'augmenter les profits de financiers toujours plus avides.

La rentrée est pour le gouvernement l'occasion de surenchérir dans sa politique anti-ouvrière au travers de nombreuses mesures « nécessaires et courageuses » :

– Le RMA, dont le but affiché est de forcer les chômeurs à travailler au moindre coût.

– La casse du système de sécurité sociale ainsi que le non-remboursement de nombreux médicaments, en bref la création d'un système de santé à deux vitesses.

– La poursuite du démantèlement des services publics (énergie, santé, éducation, poste...), qui constitue pour les régents de la bourgeoisie une formidable opportunité de s'accaparer de nouveaux marchés, faisant disparaître du même coup des services jugés « non rentables » pour la grande majorité de la population.

– La liberté totale laissée aux carnassiers du Medef de poursuivre les fermetures de boîtes et les licenciements massifs, livrant ainsi des milliers de familles exsangues à la misère, cependant que patrons et banquiers s'engraissent grâce à ces drames humains.

Face à cette guerre contre les travailleurs, il est plus que temps de réagir !

La logique du gouvernement est simple : faire passer le plus rapidement possible un maximum de réformes antisociales, écraser la révolte par une répression sans précédents et laisser les travailleurs face au fait accompli. C'est une politique libérale à la Thatcher dont on connaît bien les conséquences négatives sur le niveau de vie des classes populaires. Il est clair également que les travailleurs n'ont rien à attendre de partis de « gauche » dont les compromissions ont ouvert la brèche dans laquelle s'engouffre aujourd'hui le gouvernement, et qu'ils tentent désormais de nous faire oublier par leurs discours aux visées purement électoralistes.

Présente sur tous les fronts du 13e arrondissement lors des récentes grèves (à la Pitié-Salpétrière, à la Poste, à la Bibliothèque nationale de France, de l'Éducation et bien sûr des travailleurs du Frog Pub, en grève depuis le 16 avril*), la CNT essaie de faire renaître une tradition de lutte collective, car c'est aux travailleurs eux-mêmes qu'il revient à présent de s'organiser contre le gouvernement d'une part, mais également contre l'ensemble des forces de la bourgeoisie dont le but est de les asservir à ses desseins.

Pour la reconstruction d'un syndicalisme de classe, de combat.

UL CNT du 13e

33, rue des Vignoles, Paris 20e

* Les camarades du Frog sont toujours en grève, depuis le 16 avril. Vous pouvez les soutenir financièrement, en envoyant des chèques de soutien à l'ordre de la CNT - Etpreci 75. Chèques à retourner à la CNT, 33, rue des Vignoles, Paris 20e. D'autre part, des affiches sont disponibles aux Vignoles.

Une grande victoire du prolétariat organisé

Salarié et syndicaliste CNT de la société Idex & Cie, je me suis fait licencier pour faute lourde. Cette société effectue des tâches de maintenance dans les domaines de la climatisation, du chauffage et de la plomberie.

Idex & Cie est l'un des nombreux sous-traitants de la Bibliothèque nationale de France (Paris 13e). Ce licenciement s'inscrit dans le mouvement de mai-juin dernier, pour la défense des retraites. La direction de la société Idex & Cie prend pour prétexte un article publié dans *le Monde libertaire* (« Climat pesant à la BNF », n° 1321). J'y exposais la situation qui était la mienne, technicien intérimaire puis embauché. J'y dénonçais entre autres le climat régnant au quotidien, le manque de personnel et la politique menée par la direction celle du management.

Ce licenciement est tout à fait abusif car, tant le code du travail que la jurisprudence reconnaissent le droit d'expression des salariés. Par ce licenciement, la société Idex & Cie entrave la liberté d'expression mais également, porte atteinte à la liberté syndicale.

Cette affaire est similaire à celle de Clavaud, salarié chez Dunlop et licencié pour les mêmes motifs. L'affaire a été jugée au tribunal des Prud'hommes de Paris en référé. Le juge départiteur explique que les propos tenus par un salarié en dehors de l'entreprise ne constituent pas l'exercice du droit d'expression tel que prévu par l'article L461-1 du code du travail mais relèvent tout simplement de la liberté d'expression, principe à valeur constitutionnelle.

Ainsi, ce licenciement constitue un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser et l'article en question n'est que la conséquence de la libre expression d'un citoyen par voie de presse.

En marge de cela, le Conseil siégeant en formation de référé, ordonne la poursuite du contrat de travail et condamne la société Idex & Cie à me payer à titre provisionnel les salaires de juin à nos jours et 300 euros sur le fondement de l'article 700 du nouveau code de procédure civile. Tout naturellement, Idex & Cie a fait appel, je serai donc convié à nouveau dans quelque temps à une nouvelle audience aux Prud'hommes.

Entre temps, la société Idex & Cie me traîne devant le tribunal correctionnel de Paris, pour diffamation et injures publiques. Fidèle à sa tradition et ne chiant pas la honte, cette « société en commandite simple au capital de 800 000 euros » exige d'un ouvrier le paiement de sommes qui, cumulées, frisent les 10 000 euros, pour un préjudice imaginaire.

Ceci constitue une magnifique victoire et nous démontre qu'un travailleur du privé comme du public peut combattre ce patronat. Nous n'avons rien à gagner dans les négociation avec ces crapules, mais tout à gagner dans la solidarité prolétarienne, valeur indispensable pour la lutte des classes. À ce jour, il nous reste beaucoup de bastilles à effondrer, puisqu'il y a encore des patrons, donc existence de la bourgeoisie, et que les collabos de classes courent toujours !

Nico

groupe FA d'Ivry, CNT-BNF, et fier de sa classe !

Notre Forum social

du 11 au 16 novembre

Nous vous présentons ici des débats qui auront lieu lors du FSL. D'autres présentations auront lieu dans les prochains numéros jusqu'à ce que nous nous retrouvions toutes et tous à Saint-Ouen.

Forums, débats et ateliers

Nous refusons que les débats se limitent à une prise de parole d'expert-e-s – auto désigné-e-s – de la « tribune » délivrant la vérité. Quand nous proposons des « débats », nous voulons dire qu'il faudra être très attentif à ce que chacune et chacun puissent s'exprimer. Nous invitons donc les participant-e-s à s'emparer de la parole. Nous pensons aussi que l'idée de « débats » implique la présentation d'expériences différentes et l'acceptation de toutes et tous à entendre des opinions parfois divergentes.

Samedi 15 novembre (matin)

Pratiques libertaires et luttes sociales

Faire grève, c'est empêcher le système, son entreprise et son service de fonctionner ; c'est toucher le portefeuille de nos patron-ne-s et du gouvernement. C'est aussi les remettre à fonctionner pour notre compte : salarié-e-s, usager-e-s, citoyen-ne-s. Comment passer de la journée d'action à la grève générale et à la grève autogestionnaire ?

Des acteurs et actrices de l'année sociale seront présent-e-s pour introduire ce sujet.

Plusieurs problématiques posées par les mouvements sociaux seront présentées par les libertaires, impliqué-e-s dans des expériences récentes de démocratie et d'action directe, mais d'appartenances syndicales différentes :

– Intérêts des assemblées générales, collectifs et coordinations à caractère interprofessionnel qui ont vu le jour dans les derniers conflits sociaux. Ces organes sont-ils les prémices de contre-pouvoirs durables ?

– Pratiques libertaires réalisées au sein d'un Comité de grève des enseignant-e-s.

– Les luttes sociales et le projet politique. Les idées portées par les derniers mouvements sociaux (l'idée de grève générale, l'idée de partage de richesses, l'idée « c'est la rue qui gouverne ») n'ont pas besoin de débouchés politiciens dans le cadre actuel des institutions étatiques et gouvernementales.

– Démocratie directe : non seulement une pratique qui est un moyen pour lutter mais également un des buts du projet social libertaire.

– Comment articuler la lutte pour la défense des acquis sociaux (sécurité sociale, retraites) et le projet économique et social libertaire ?

Un autre forum social
Forum social libertaire – Salon du livre anarchiste
Paris, Saint-Ouen, du 11 au 16 novembre 2003
fsl-sla.eu.org
Où ? Quand ?
FSL SLA, 145, rue Amelot, 75011 Paris

Environnement et productivisme

Le capitalisme tente de faire croire qu'il est en mesure de maîtriser la situation, de résoudre les problèmes écologiques qui se posent chaque jour de manière de plus en plus évidente. La seule question pertinente aujourd'hui est donc la suivante : la résolution des problèmes écologiques peut-elle, oui ou non, s'effectuer dans le cadre existant du système capitaliste ?

Dimanche 16 novembre (matin)

Extrême droite et populisme

Un peu partout en Europe, l'extrême droite gagne du terrain et s'impose comme un élément majeur de la vie politique, principalement à l'échelle nationale, mais aussi au niveau européen. Qu'elle soit, comme en France, en Grande-Bretagne ou en Italie, l'héritière d'une tradition ou bien, comme dans les pays scandinaves ou en Allemagne, une émanation autoritaire, populiste et raciste des courants les plus à droite du paysage politique, l'extrême droite moderne, à la différence du fascisme, se caractérise par sa parfaite intégration à la fois dans la démocratie représentative et dans la société capitaliste jusque dans ses versions les plus libérales, ce qui la rend d'autant plus dangereuse. Face à cette situation, qui laisse les tenants de la social-démocratie dans un certain désarroi, il convient de réfléchir ensemble, afin d'estimer à sa juste valeur le danger que représente l'extrême droite et de rénover l'antifascisme radical, qui doit rester à notre sens un axe important de la lutte anticapitaliste.

FSL-SLA

Le site

Pour tout savoir sur le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste, du 11 au 16 novembre : http://fsl-sla.eu.org
Sur ce site vous trouverez tous les débats, des textes préparatoires, les invités du salon du livre, le fonctionnement de la cantine autogérée, les différents lieux où se dérouleront les expositions, les concerts, les débats ; les librairies à Paris et en province qui organisent des départs groupés pour le FSL, les rendez-vous des manifestations, les émissions de Radio libertaire, etc.
Le tout en français, en espagnol, en anglais, en suédois, etc.

FSL-SLA

À vot'bon cœur, M'seurs-Dames !

COMME vous l'avez lu dans les précédents numéros de votre journal, le Forum social libertaire (de 11 au 16 novembre) et le Salon du livre anarchiste (15 et 16 novembre) se tiendront à Saint-Ouen en parallèle du Forum social européen.
Notre démarche militante nous a amenés à privilégier un accès libre et gratuit à tous les débats et à toutes les initiatives proposés.
Le FSE quant à lui bénéficiera à hauteur de plus de cinq millions d'euros de subventions gracieusement octroyées par l'État, la Région et les collectivités locales (Mairies de Saint-Denis, Ivry, etc.).
Conformément à nos principes, nous financerons le FSL-SLA intégralement sur nos fonds propres sans publicité ni subvention.
Cependant, comme vous pouvez l'imaginer, l'effort financier reste considérable, aussi nous en appelons à votre solidarité. Vous pouvez participer à la souscription ouverte pour partager les frais. Envoyer vos chèques à l'ordre de « Publico FSL-SLA », à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Merci de votre soutien !

Tous complices, tous pourris !

Hugues Lenoir

Quand il s'agit de formation professionnelle, les syndicats et le patronat s'entendent pour pouvoir fournir au capitalisme les travailleurs qualifiés dont celui-ci a besoin selon la conjoncture économique.

La nouvelle loi sur la formation professionnelle continue certes n'est pas encore votée, et les députés peuvent encore en modifier, voire en aggraver, les effets, les méfaits. Avant d'évoquer ce nouveau texte adopté dans le cadre d'un accord national interprofessionnel (ANI) et signé par toutes les organisations de salariés prétendument représentatives, y compris par la CGT, il faut rappeler que la formation professionnelle, même si elle fut aussi présentée comme une deuxième chance d'accès à la formation et à la qualification, fut souvent un objet de consensus dont le but premier était d'adapter la main-d'œuvre au besoin du capital. Sans remonter trop loin, c'est-à-dire à Condorcet (1792) qui déjà considérait que l'éducation devait durer tout au long de la vie, souvenons-nous que le gaullisme avec Michel Debré dans le cadre d'un projet d'association de Capital et du Travail fit promulguer en 1959 une loi dite de promotion sociale. Celle-ci est clairement présentée à l'époque, d'une part comme un outil de promotion des travailleurs les plus méritants afin de satisfaire aux besoins de techniciens et de cadres nécessaires à la modernisation liée à l'après-guerre et aux Trente Glorieuses qui s'annoncent. Elle permit en effet à certains de se promouvoir, d'échapper à la misère relative de la période et de sortir de la classe ouvrière sans toujours la trahir. Elle a, d'autre part, Debré le déclare lui-même devant le Parlement, pour objectif de désamorcer la lutte de classes en constituant une classe moyenne « associée » et domestiquée qui, à terme, collaborera au système et en atténuera les tensions.

Il faut bien convenir que l'idée était juste et que cette loi a bien fonctionné. Dans les années 1968-1971, la question de la formation est remise sur le métier, il s'agit là encore de moderniser l'outil de production et d'adapter la main-d'œuvre. Cette volonté de formation professionnelle, suite aux événements de mai 1968, donna lieu à une nouvelle loi, plus ambitieuse mais encore plus consensuelle, même si derrière ce consensus apparent se cachaient des intérêts divergents. D'abord la loi (article 1 du livre IX du Code du travail) inscrivait la formation continue dans le cadre de l'Éducation permanente, ce qui signifiait que son seul but n'était plus seulement l'adaptation du Travail aux exigences du monde économique mais qu'elle participerait aussi de l'accès de tous à la culture voire à l'émancipation par la connaissance. Et tous déjà signèrent à l'époque, je pense en toute bonne foi, d'autant que les mots « rapport de force » avaient, en ces temps, encore du sens. Cette loi satisfaisait en effet tous les acteurs, les patrons modernisaient en concédant toutefois un droit à la formation rémunérée et sur le temps de travail, les syndicats eux s'inscrivaient dans le mythe dix-huitiémiste du progrès continu et de l'émancipation de l'humanité par le savoir. La prétendue crise économique dès les années 1975, qui permit aux riches de devenir plus riches, mis fin à cette belle illusion, et la formation permanente devient vite continue et professionnelle, c'est-à-dire un outil d'accompagnement des restructurations et de gestion « sociale » du chômage, même si des mesures telles que le Cif quelques années plus tard viennent à point nommé gommer les effets strictement utilitaristes de la formation. Je passe sur les avatars des contrats de qualification et autres contrats particuliers qui furent d'abord, dans les années 1990 jusqu'à ce jour, avant tout un transfert de charges sociales de l'entreprise vers les finances publiques, en d'autres termes, le moyen de salarier et de qualifier de la main-d'œuvre à moindre coût. Nous vécûmes dans ce cadre jusqu'à aujourd'hui, au moins les salariés. Pour les demandeurs d'emploi, là encore grâce au paritarisme de collaboration, leurs droits à la formation, d'AFR en Pare, se réduisirent au cours des années comme une peau de chagrin, et le meilleur est encore à venir; on peut faire confiance à nos gestionnaires.

Depuis une petite dizaine d'années, plusieurs tentatives furent engagées pour réformer la loi de 1971 sur la formation. Aucune n'aboutit bien qu'il faille remarquer que malgré tout, de belles avancées furent accomplies comme les mesures de validation des acquis de l'expérience (VAE) qui sont, enfin, une reconnaissance des savoirs d'action et du travail. En bref, depuis plus de trente ans, la formation est l'objet de consensus réguliers entre les collaborateurs sociaux. Consensus dans lequel la divine CFDT s'illustra particulièrement dès 1991 en inventant le concept piège (pour les salariés, j'entends) du co-investissement formation qui nous revient toute voile dehors aujourd'hui. Alors où en est-on en 2003 avant le vote annoncé du parlement? La tradition veut en effet que les parasites de l'Assemblée, suite à un ANI, entérinent à quelques modifications près le texte de l'accord. Je ne rentrerai pas dans des détails techniques laborieux et n'aborderai que les éléments les plus significatifs à mon sens. Sache seulement, fidèle lecteur, que rien ne va pour le mieux dans le meilleur des mondes

Hugues Lenoir est militant du groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste.

possibles et que le mythe du progrès continu et du sens de l'histoire est bien mort ! En effet, si le Cif semble résister à la tempête, les patrons dans leur grande générosité ont accordé à leurs fidèles serviteurs une augmentation de « leur » effort de formation qui passe de 1,5 à 1,6 % de la masse salariale brute dans les entreprises de plus de dix salariés, ce qui est notoirement insuffisant. En contrepartie, parce que, à ce qu'il paraît, on joue à négocier « gagnant-gagnant », c'est le retour du co-investissement, c'est-à-dire la quasi-obligation de développer ses compétences et d'entretenir son « employabilité » hors du temps de travail, au moins, mais qui y croit vraiment, hormis quelques gogos, pour les formations « qui doivent donner lieu à reconnaissance par l'entreprise », un peu comme on peut lire sur les monuments aux morts : « La patrie reconnaissante ».

Pour en revenir au texte de l'accord, il stipule que ces heures de formation sur le temps personnel – ce qui exclut de fait la formation pour une part du temps de travail effectif – après accord du salarié (Bah, tiens !) seront limitées à 80 heures par année civile et, bien que ce ne soit pas du travail (ou alors sous- payé), elles donneront lieu au versement d'une allocation (pas d'un salaire) à hauteur de 50 % du salaire net. Pour couronner le Baron, enfin, un deuxième type d'action de formation et relevant du plan de formation donc sur le temps de travail (ouf !) et à l'initiative de l'employeur n'affecteront pas/plus le contingent des heures supplémentaires ; ce qui implique ni repos ni paiement compensatoires, en bref, tout bénef pour les tauliers. Autres innovations contenues dans cet accord, le Dif (Droit individuel à la formation) va permettre à tout salarié, après un an d'exploitation, de bénéficier d'un « crédit » de 20 heures de formation (une aumône) par an cumulables sur six ans, soit 120 heures, qu'il pourra utiliser – liberté, liberté chérie – soit dans, soit hors de son temps de travail, après accord de son bon maître, cela va de soi. Quant au paiement de ce co-investissement au retour hypothétique, il aura pour règle : maintien de la rémunération si ces heures ont lieu sur le temps de travail, une alloc de 50 % si elles sont effectuées durant un temps de coupable oisiveté.

Un tel accord – sans concertation des salariés mais après avis de la seule bureaucratie syndicale – mérite quelques commentaires. D'abord, il faut être juste, cela aurait pu être pire car sans rapport de force aucun, la bande du Baron fripon avait de bien plus mauvaises intentions dans le cadre de son grand projet de « modernisation sociale ». Les textes préparatoires à l'accord en attestent. Mais était-ce une raison pour signer ? Sans doute pas, même si l'État avait fait savoir que faute d'accord, il légiférerait, bien évidemment dans l'intérêt général dont on connaît les bénéficiaires depuis 1789. Que risquait-on à ne pas signer ? Sans doute pas grand-chose, les patrons les plus malins ont compris depuis fort longtemps, déjà du temps de Saint-Simon, que la formation-adaptation était nécessaire, voire stratégique, au maintien et au développement de leur organisation, donc au système d'exploitation et de profit. Une nouvelle loi à l'initiative de l'État aurait donc peu ou prou préservé le consensus tout en satisfaisant pour une part le Medef. Que signifie donc cette unanime signature des organisations syndicales ? Pour quelques-unes, c'est l'habituelle collaboration de classe : l'inusable grain à moudre, pour l'une d'entre elles, c'est sa traditionnelle compromission, mais pour la CGT ? À mon sens, cette signature inique marque son souhait de responsabilité et est une partie du prix à payer pour son entrée et sa reconnaissance à la CES (Confédération européenne des syndicats), mais c'est aussi la marque de son définitif passage dans le camp des organisations raisonnables et réformistes, dans le camp de la trahison de classe ! Dans le camp des démocrates réformateurs qui croient encore, même si cent cinquante ans d'histoire sociale prouvent chaque jour le contraire, qu'on peut associer le Capital et le Travail dans une société où les plus égaux que les autres regarderont avec bienveillance et solidarité leurs serviteurs dévoués. Quant à toi, fidèle lecteur, sache que cet accord anticipe la remise en cause des 35 heures de travail hebdomadaires puisque, une fois la loi votée, tu pourras en toute quiétude te former ou plutôt te conformer sur un temps qu'on a prétendu libéré. Fais donc attention en traversant, un train peut en cacher un autre…

H.L.

nous autre

initiative pour la création d'un espac vieilles libertaires

Jacinte Rausa

Jean-Marc Raynaud

Les illustrations sont extraites du film *Les vieux de la vieille*, un film de Gilles Grangier adapté du roman de René Fallet avec Pierre Fresnay et Noël Noël. Où trois paysans décident de se rendre en un hospice ; rajeunissement aidant sur leur route, ils changent d'avis. Photos M. Dolle

es

e pour vieux et

C'EST BIEN connu, leur vie durant, les libertaires aiment être sur le front de toutes les révoltes et de tous les espoirs. En première ligne. Poitrine dépenaillée. Le regard dans les étoiles. Le poing levé contre tous les intolérables. La main tendue à toutes les solidarités. Bras dessus, bras dessous avec leurs frères et sœurs de révoltes et d'espoirs. Avec leurs camarades. Avec leurs ami(e)s. Avec…

C'est moins connu, les libertaires sont, aussi, comme tout le monde. Et au fur et à mesure qu'ils vieillissent, ils voient leurs forces décliner. Leurs rangs générationnels s'éclaircir. Leur fonction politique se restreindre. La mort se rapprocher. Et l'horizon de la solitude s'inviter au bal du quotidien.

La solitude! Comme tout le monde, en effet, les vieux libertaires y ont droit.

À petits pas, en petits tas, ils se racornissent. Se ratatinent. Se rabougrissent. Rabâchent. Radotent. Un pied dans le purgatoire de l'indifférence des jeunes générations libertaires à leur égard. L'autre dans l'enfer des prises en charge familiales ou institutionnelles.

Combien en avons-nous vu de ces vieux copains et de ces vieilles copines, abandonnés au bord de la route, pieds et poings liés par leur décrépitude, enchaînés à des solidarités familiales de hasard, vendus à des maquignons institutionnels, trop fiers pour demander quoi que ce soit à ceux qui poursuivent le combat de toute leur vie, mais qui ont le regard qui s'embue à la moindre visite un tant soit peu politique?

Oh, certes, tout cela n'est pas nouveau sous le soleil, et - mais c'est bien sûr - après la révolution il devrait en aller tout autrement.

Reste que…!

Reste que la situation d'abandon où se trouvent par trop souvent nos vieux et nos vieilles camarades est inacceptable. Que si la révolution sociale ça consiste à lutter pour un autre futur, ça consiste aussi à se battre pour un autre présent. Et que l'émancipation des libertaires sera toujours l'œuvre des libertaires eux-mêmes.

Dans ces conditions, parce qu'il vaudra toujours mieux allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité, et parce qu'il est des bougies d'exemplarité qui sont susceptibles, comme un phare, d'illuminer le monde que nous appelons de nos vœux, « nous autres », c'est-à-dire une poignée de libertaires de tous âges, de tous sexes, de toutes tribus et de toutes « confessions », avons décidé de lancer cette initiative pour la création d'un ou de plusieurs espaces pour vieux et vieilles libertaires.

Notre propos, autant le dire clairement, n'est nullement de chercher à créer une maison de retraite pour anars.

Sans doute l'existence d'une telle structure (à l'instar de la maison de retraite de la Libre Pensée située à côté d'Angers) permettrait-elle à nos anciens d'échapper à la solitude politique qui leur pèse tant dans leurs familles ou dans des institutions ordinaires.

Mais s'extraire d'une solitude politique pour s'enfermer dans deux autres solitudes (celle, générationnelle, inhérente à toute maison de retraite et celle, sociale, qui suinte de toute institution) s'avère fondamentalement insatisfaisant.

Si les vieux libertaires aspirent, en effet, à rester au contact de leur spécificité politique et des combats qu'ils ont menés toute leur vie, ils aspirent également, comme tous les êtres humains à côtoyer la vie (et donc les générations plus jeunes) et à rester immergés dans la vie sociale au sens large du terme.

De ce fait, une approche libertaire de la vieillesse et sa gestion sur un mode libertaire, se doivent de se méfier comme de la peste des ghettos et de toutes les logiques du découpage de la vie (qui est une totalité) en tranches.

Les avantages d'un lieu de vie pour vieux et vieilles libertaires sont multiples.

Un lieu de vie, c'est, par définition, une micro structure (donc, ne nécessitant pas un investissement énorme) évoluant au rythme du transitionnel (les séjours y sont courts). C'est un espace ouvert qui accueille des camarades le temps d'un break, d'un coup de blues ou du désir de retrouver des compagnons et des compagnes de luttes et d'idées. C'est un havre, un refuge, situé au milieu d'un environnement hostile mais c'est aussi une base militante où l'on prépare les combats présents et à venir contre cet environnement. C'est donc tout à la fois un moment d'entraide, de militance et d'autogestion généralisée.

Quelques bâtiments à la campagne. Un peu de culture. Des animaux. Une éolienne. Un four à pain. Quelques duplicateurs et autres ordinateurs. Une grande bibliothèque. Des espaces collectifs pour se substanter convivial, se réunir autogestionnaire, inviter festif et militer libertaire. Une dizaine ou une quinzaine de studios autonomes. Deux ou trois permanents techniques en charge de l'administration des choses. Une quinzaine de vieux camarades présents pour un, deux ou trois mois, le temps de… C'est largement possible!

Mieux, un tel lieu de vie pourrait tout à fait être relié à un réseau d'accueil étendant ses ramifications sur tout le territoire.

Un certain nombre d'entre nous ont des grandes et moins grandes maisons. Un mois par an, dates à leur choix, ils et elles pourraient ouvrir leur porte - et leur cœur - à un vieux ou à une vieille camarade et leur faire partager leur quotidien. Un lieu de vie, un réseau d'accueil… le challenge est assurément à portée de notre volonté.

Reste à affiner le projet. À réfléchir sur le statut juridique du lieu de vie, son financement, son mode de fonctionnement, ses limites…

Un lieu de vie, même relié à un réseau, est-il la meilleure réponse aux problèmes de

nos vieux et vieilles camarades ? Ne risquent-ils pas de ne se retrouver qu'entre eux ? Et dans le réseau, ne risquent-ils pas d'être isolés dans un cocon ? Et puis, quid de ceux et de celles qui commencent peu ou prou à perdre leur autonomie et à avoir besoin d'une assistance médicale ou autre ?

Bref, un lieu de vie, fut-il relié à un réseau d'accueil, permettrait-il vraiment à la vieillesse libertaire de briser la solitude générationnelle et sociale qui ronge la vieillesse ordinaire dans les sociétés capitalistes et dans toutes les sociétés de division sociale ? Le risque n'est-il pas de déboucher à court ou moyen terme sur l'impasse d'une manière de maison de retraite juste un peu moins pire que les autres ?

D'où l'idée d'un village. D'un village libertaire. Avec de la vraie vie. Un mélange des générations. Des activités politiques, économiques et sociales…

Du sens politique de tout cela ! Soyons clairs, à travers ce lieu de vie, ce réseau, ce village… nous ne cherchons pas à aménager un îlot de liberté dans un océan d'oppression. Car, par-delà la sympathie que l'on peut éprouver pour ce genre de démarche, nous sommes de ceux et de celles qui estimeront toujours qu'on ne peut être vraiment libre que lorsque tous le sont.

Nous ne cherchons pas davantage à nous insérer dans un processus de réforme de la conception et de la gestion de la vieillesse au royaume du capitalisme et de la division sociale. Car, au-delà de la sympathie que l'on peut éprouver pour ce genre de démarche toute de recherche du moins pire, nous sommes de ceux et celles qui estimeront toujours que les prisons, avec ou sans rideau, restent des prisons.

Ce que nous cherchons à mettre en place se résume à un espace de recherche-action relatif à ce qu'il pourrait en être d'une approche de la vieillesse en société libertaire, en espérant que son insertion dans un processus de révolution sociale confère à cet espace le caractère le plus éphémère possible.

En un mot comme en cent, nous souhaitons juste construire une manière de vitrine de l'au-delà révolutionnaire permettant à la révolte et à l'espoir de se projeter dans un rêve social plus lisible et plus désirable.

Et les vieux (vieilles) pas libertaires, dans tout ça ? Pour l'heure, notre démarche se veut exclusivement affinitaire et ne concerne que les libertaires ou les révolutionnaires qui y acquiescent.

Il ne s'agit, bien évidement, pas là d'une manifestation d'ostracisme à l'encontre de qui que ce soit, ni encore moins d'une volonté élitiste ou avant-gardiste quelconque, mais d'une simple question de réalisme.

Ouvrir notre projet au tout-venant de la vieillesse nous conduirait, en effet, immanquablement (voir la maison de retraite de la Libre Pensée) à devoir passer sous les fourches caudines de la réglementation administrative et financière du moment et à boire jusqu'à la lie le calice d'une approche (commerciale, de service, de ghettoïsation…) de la vieillesse que nous refusons. Toutes choses qui videraient, irrémédiablement, le rêve de sa substance symbolique et de son exemplarité.

Paradoxe ou cohérence, avant que de se partager avec le plus grand nombre, les rêves sociaux auront toujours besoin de se construire dans l'affinité !

Combien ça coûterait tout ça ? Pour acquérir terrains et bâtiments (ou les construire) à même d'accueillir un lieu de vie digne de ce nom (une quinzaine de résidences autonomes, plusieurs grandes salles de rencontres et d'activités diverses…) et, à terme, un village (avec une ferme, une menuiserie, une boulangerie, une imprimerie, une poterie, un atelier fer, une coopérative de production et de distribution, une école libertaire…), et pour mettre la machine en route (salaires des animateurs la première année…), il nous faut, au bas mot, « un trésor de guerre » de 533 000 euros. Ensuite, pour faire fonctionner le lieu (salaires, eau, gaz, électricité…), il faudrait pouvoir disposer d'un budget de 45 000 euros par an.

Au premier abord ces chiffres ont de quoi tétaniser les habitué(e)s du trois-francs-six-sous que nous sommes tous peu ou prou. Mais à y bien réfléchir ?

Une donation en nature (ou une mise à disposition gratuite ou peu onéreuse), quelques donations en espèces sonnantes et trébuchantes, quelques apports particuliers dans le cadre d'un système de propriété mêlant le collectif et l'individuel… et le problème du « trésor de guerre » ne serait pas loin d'être résolu !

Un réseau de soutien financier (une chaîne de prélèvements automatiques de quelques centaines de souscripteurs), une mutuelle de la vieillesse libertaire forte de plusieurs centaines de mutualistes, notre capacité à générer quelque argent via l'édition de livres, brochures, affiches… l'organisation de formations, l'accueil de rencontres ou de séminaires, la production de fromages, pain, pâtés, confitures… des galas de soutien, des ventes d'œuvres artistiques… et le problème du budget de fonctionnement ne serait pas loin d'être résolu !

Alors ? Au bout du compte, ce n'est peut-être pas tant parce que ce genre de projet relève de l'impossible que nous n'osons pas nous y atteler, mais parce que nous n'osons pas aller au bout de nos rêves qu'ils deviennent impossibles.

Quoi qu'il en soit, la petite troupe de « Nous autres » est déterminée à tout faire pour démontrer (comme aimait à le dire ce vieux baroudeur de Malatesta) que les seules choses impossibles sont celles qu'on ne désire pas vraiment ! Ensemble.

Pour l'heure notre projet en est encore au stade d'une réflexion tous azimuts et du débat.

À moins d'une opportunité d'importance qu'il nous faudrait alors saisir à bras le corps et qui nous contraindrait à devoir mettre les bouchées doubles, nous nous donnons une année pour le peaufiner (une brochure finalisera le tout) et nous lancer dans l'aventure.

Si vous souhaitez participer à l'élaboration de ce projet, vous y investir à un degré ou à un autre, ou rejoindre le collectif « Nous autres », faites-le savoir au plus vite.

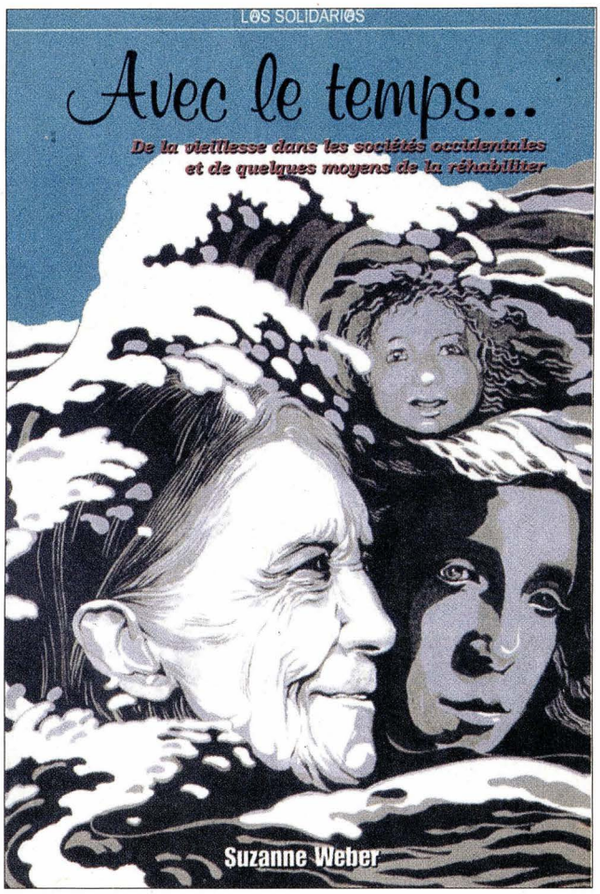
Bien libertairement à toutes et tous. Pour le collectif « Nous autres » **J.R. & J.-M.R.**

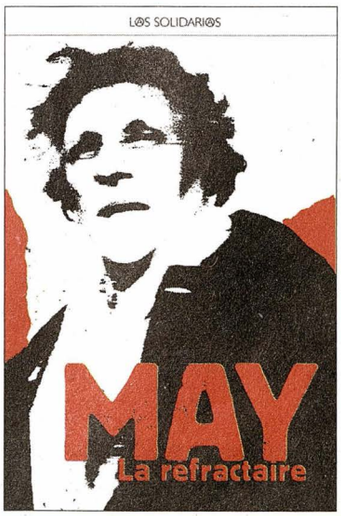
---

1. « Nous autres », C/o Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Tél : 05 46 76 73 10. Fax : 05 46 76 82 60. Pour l'heure, et en espérant que la liste s'allonge de vos signatures ; Jacinthe Rausa, Jean-Marc Raynaud, Michel Negrell, Bertille Raynaud-Rosell, Franck Thiriot, Patrice Klein.

Avec le temps

De la vieillesse en Occident et de quelques moyens de la réhabiliter





De l'envoi d'un colis piégé à l'ambassadeur des États-Unis pour protester contre la condamnation de Sacco et Vanzetti, en passant par la révolution russe, le meeting sanglant de la CGT de la Grange aux Belles, mai 1968, le Larzac et jusqu'à Creys-Maleville, la compagne May Picqueray n'est plus à présenter ! Au contraire ! C'est pourquoi Le groupe L@s solidari@s a fait reparaître ses mémoires. Cet ouvrage édité par les Éditions libertaires au prix de 12 euros sera disponible dès le 15 novembre pour le Salon du livre anarchiste.

AVEC LE TEMPS, si tout ne s'en va pas, c'est peu dire qu'il nous en reste de moins en moins. De cheveux. De dents. D'amis. Et jusqu'aux souvenirs.

C'est ainsi. Il en a toujours été ainsi. Et il en sera toujours ainsi.

De là à ce que, quand d'aventure la vieillesse s'invite au bal de la vie, la fanfare des maîtres du monde du moment nous joue sur tous les tons l'air de la décrépitude, de la solitude, de la déchéance, de la dépendance et de la crevaison, il y a cependant une marge.

Car il y a manière et manière (sociale et sociétaire) de vieillir, de voir ses forces et son autonomie décroître, et de finir sa vie.

Pour l'heure, dans les sociétés occidentales, la manière dont la vieillesse est perçue et gérée fait frémir.

Car, soit elle est haïe. Soit elle est ghettoïsée. Mais dans les deux cas de figure elle est niée.

Haïe, la vieillesse l'est en effet de plus en plus. Car si jadis les vieux mouraient jeunes ou faisaient rarement de vieux os, aujourd'hui ils pullulent, coûtent comme jamais encore, et ne cessent de nous renvoyer en pleine gueule l'image de notre déchéance à venir.

Ghettoïsée, cachée, enfermée, institutionnalisée, la vieillesse l'est également chaque jour davantage dans des maisons de retraite aseptisées pour vieux débris argentés ou dans les couloirs de la mort des hospices ordinaires pour le tout venant des manants sans l'sous.

Au bout du compte, par-delà les problématiques (importantes) de classes et de tunes qui sont susceptibles de mettre ou non des rideaux aux barreaux, la vieillesse dans les sociétés occidentales made in libéralisme s'apparente à une prison. Ou pire, encore, à un bagne.

Ce livre nous conte cet enfer, et, disons-le tout net, vous ne vous en relèverez pas !

Ce qu'il décrit, parce qu'il a choisi d'éviter le spectaculaire mais de ne rien oublier, est tout simplement intolérable !

Ce livre, cependant, n'est pas qu'un simple reportage sur le bagne. C'est aussi un livre qui essaye de comprendre le pourquoi et le comment du bagne. Et, c'est surtout un livre qui ose l'espoir d'une société (non capitaliste, bien sûr, mais également libertaire) au sein de laquelle la vieillesse, comme la jeunesse ou d'autres particularismes momentanés ou non auraient pleinement droit de cité et possibilité de s'épanouir comme des roses au sein de la cité.

Que ce livre se termine par l'énoncé du projet « Nous autres » qui s'affiche comme une initiative pour la création d'un espace pour vieux et vieilles libertaires et soit vendu au profit de ce projet n'est donc nullement un hasard.

Que ce livre ait obtenu le grand prix « Ni Dieu ni maître » 2003 n'étonnera que ceux qui confondront toujours l'éternelle révolte de la jeunesse avec la nouvelle jeunesse de la révolte.

Comprenne qui voudra !

JMR

Ce livre écrit par Suzanne Weber est une production du groupe Los Solidarios publié par les éditions libertaires, 272 p. Il est en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris. 12 euros, chèque à l'ordre de Publico, rajouter 10 % pour le port.

Grand reporter

Grand prix « Ni Dieu ni maître » 2003

MERLIEUX. Un petit village de quelques centaines « d'âmes » dans les fins fonds de l'Aisne. Une fête du livre qui voit régulièrement défiler une quinzaine de milliers de péquenots. Le groupe Kropotkine de la FA et son Broutchoux local. Le pari réussi de subvertir un in marchandisé par un off libertaire pétaradant. Un chapiteau de vingt mètres sur dix. D'autres plus petits mais innombrables. Une bande de gros loup-loups noirs qui résistent encore et encore. Une communauté ouverte au tout venant. Des livres, des débats, des projections de ceci et cela... en veux-tu, en voilà. De la bière, du Gaillac à flots. Des repas à prix libre. De la convivialité. De la chaleur. De l'espérance en révolte et en volonté. Des torrents de sérieux et de rigolades. Des rafales de ça va d'soi... c'était vraiment le contexte idéal pour la remise du grand prix « Ni Dieu ni maître ».

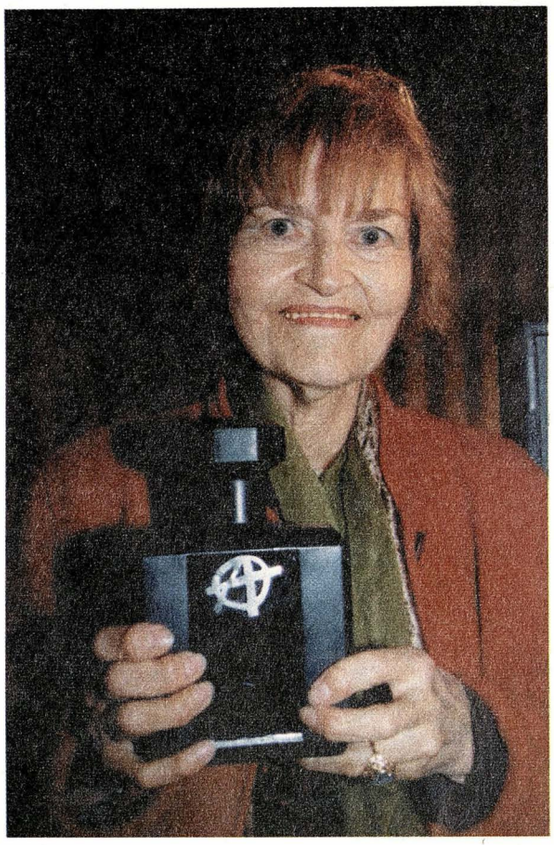
Un jury de carnaval, une lauréate, Suzanne Weber, émue jusqu'au plus profond de ses septante cinq printemps, Broutchoux en archiprêtre décoré comme un sapin de Noël, Jacques Tardi bombardé président de jury, un livre sur la vieillesse récompensé par un élixir d'éternelle jeunesse (à savoir un putain de Cognac XO de plusieurs décennies) immédiatement collectivisé, les copains qui se pissaient dans les culottes... le grand prix « Ni Dieu ni maître » n'aurait pu rêver meilleur contexte.

Plus sérieusement, comme tous les ans, le groupe L@s Solidari@s dont le seul objectif dans la vie est de financer une fois (une seule !) par an l'édition d'un livre jugé digne d'intérêt pour les libertaires et d'en attribuer sans conditions ni arrières-pensées le profit éventuel à une œuvre libertaire, aura décidé de filer 20 000 F (comme à l'école libertaire Bonaventure en 1998, à la librairie la Plume Noire en 1999, à la communauté Del Sur en 2000, aux fondations Salvador Segui et Anselmo Lorenzo en 2002) au projet « Nous autres » qui a pour ambition de créer un espace pour vieux et vieilles libertaires.

Si cet autre futur que nous appelons de nos vœux et que nous mettons au cœur de nos luttes pouvait encore laisser quiconque dubitatif, nul doute qu'après cet autre présent le doute ne sera plus permis !

L'an prochain à Jérusalem !

Jack London



Suzanne Weber, lauréate Ni Dieu, ni maître 2003.

Sœur Bertille du groupe Santo-Bakounine, patronnée par le groupe Kroptkine, fer de lance de la Sainte Inquisition libertaire.

Miss Thyde Rosell, au nom des femmes, de la beauté et de la mode, le bourreau Ludo Gandolfo, le grand inquisiteur Dominique Lestrat, le juste Jacques Tardi et l'avocat en régression J.-M. Raynaud. En somme, un jury anarchiste.

Orwell et son calomniateur

la méthode Garton Ash

« Le plus effrayant dans le totalitarisme n'est pas qu'il commette des "atrocités", mais qu'il détruise la notion même de vérité objective : il prétend contrôler le passé aussi bien que l'avenir. »

George Orwell

« Le remplacement d'une orthodoxie par une autre n'est pas nécessairement un progrès. Le véritable ennemi, c'est l'esprit réduit à l'état de gramophone… »

George Orwell

Freddy Gomez

Première remarque : en cette année de centenaire de la naissance de George Orwell, la presse, si naturellement portée à se livrer au genre commémoratif, s'est montrée assez curieusement discrète sur le sujet. Comme si cette « fin de l'Histoire » qu'elle nous chante à longueur de colonnes et avec plus ou moins de conviction depuis qu'un Mur s'est effondré à Berlin avait définitivement remisé Orwell au magasin des accessoires de la guerre froide.

Deuxième remarque : quand elle le fit, elle confia la tâche à ces intellectuels confits en modernité qu'elle salarie pour mentir, à charge pour eux d'en faire un sympathique mais furieusement daté *has been* de la pensée anti-totalitaire, en évacuant avec constance tout ce qui fait de la lecture des *Essais* [1] d'Orwell une œuvre exceptionnelle d'intelligence et d'acuité critique que le funeste temps présent rend plus actuelle que jamais.

Troisième remarque : mais ce n'était pas assez. Il fallait aussi salir la stature morale d'Orwell, en le ramenant à l'étiage des porte-plume qui peuplent les pages « culturelles » des gazettes, orfèvres en reniements-recyclages et spécialistes en coups tordus.

La partie était assurément gagnante pour eux : à laisser supposer qu'Orwell n'était pas tout blanc, ils laissaient entendre que, communément partagée, la bassesse contemporaine n'était finalement que l'ombre portée d'une lumière qui continuerait de les éclairer. Le déboulonnage est une passion moderne, aussi répandue que la dérision et le ricanement. La thèse du « tous coupables-tous innocents » est une pièce maîtresse de la confusion régnante. Elle est aussi la garantie d'une auto-amnistie pour les charlatans qui la professent.

Facts, only facts…

En février 1949, Orwell réside au sanatorium de Costwold (Gloucester). Il y reçoit la visite de Celia Kirwan, une amie. Celle-ci travaille pour l'Information Research Department (IRD), un service de renseignement rattaché au Foreign Office. Celia Kirwan lui demande son aide pour mettre sur pied une campagne de contre-propagande anti-stalinienne, conçue par le gouvernement anglais dirigé depuis 1945 par le travailliste (socialiste) George Attlee, qu'Orwell soutient. Il s'agit, pour Celia Kirwan, de savoir quels intellectuels contacter pour une telle tâche et, a fortiori, lesquels ne pas contacter. Orwell, que l'expérience espagnole a définitivement vacciné contre le stalinisme et qui considère que l'anti-totalitarisme est *le* combat politique prioritaire, reçoit cette proposition avec enthousiasme et, par écrit, il fournit quelques conseils de bon sens à Celia Kirwan ainsi qu'une liste commentée de trente-huit noms de « crypto-communistes, compagnons de route ou sympathisants » du PC auxquels, pense-t-il, « on ne peut faire confiance » pour une telle entreprise. Un an après, Orwell meurt. En 1996, la lettre envoyée à Celia Kirwan sort dans la presse et ouvre les vannes de la calomnie. En 2003, le dossier 1110/89 du Foreign Office est désormais librement consultable au British National Archives. Timothy Garton Ash, historien et journaliste, y trouve l'original de la liste envoyée par Orwell à Celia Kirwan – dont la copie, fournie par Ariane Bankes, sa fille, a déjà ré-alimenté la pompe journalistique à calomnies – et demande à Jack Straw, secrétaire au Foreign Office, l'autorisation de la publier. On la lui accorde, « tous les renseignements [contenus] dans la liste étant désormais du

domaine public ». Le numéro du 21 juin 2003 du très « blairiste » *Guardian Review* a les honneurs du scoop. Depuis, ici et là, Garton Ash y va de ses commentaires, dont la dernière mouture a occupé plus de trois pleines pages grand format du *New York Review of Books*, le 24 septembre 2003.

De la calomnie en boucle...

George Orwell devant ses calomniateurs[2], publié en 1997, s'ouvrait sur cette observation : « Parmi tant d'aimables caractéristiques, le XXe siècle aura eu celle d'inaugurer l'ère de la falsification à grande échelle. » Ce court libelle, dont la lecture est plus que jamais recommandée, répondait de façon argumentée à la campagne de presse lancée en juillet 1996 par le *Guardian* en Angleterre, et aussitôt relayée en France, essentiellement par *Libération* et *le Monde*. « Orwell mouchard anticommuniste » titrait le premier, sous la plume d'Eric Dior. « Orwell dénonçait au Foreign Office », surenchérissait le second, sous celle de Nicolas Weill. Ouvrant les vannes de la calomnie, ces représentants patentés des modernes « petites orthodoxies malodorantes qui se disputent aujourd'hui le contrôle des esprits » (Orwell) allaient faire des émules dans les écuries médiatiques parisiennes où, comme chacun sait, pullule le soixante-huitard modèle renégat. La vague dura un temps, assez cependant pour que plane la suspicion et que fût annoncée la fracassante poursuite du feuilleton Orwell. Nous y sommes.

Le temps est à la perte du jugement historique, ce qui explique, en diverses matières, la percée du révisionnisme. Pour que la mayonnaise prenne, cependant, il lui faut une caution historique. Un quelconque Faurisson ne suffit pas, sauf à risquer la pantalonnade. Il lui faut encore adopter les modernes techniques de falsification, aussi variées que perverses et brillamment évoquées dans le libelle déjà cité : la « calomnie directe ou oblique », la « calomnie emberlificotée » et l'« éloge calomnieux ». Aux confins de ces trois techniques, les calomniateurs ont trouvé leur référent en la personne de Timothy Garton Ash.

Ce Garton Ash n'est pas n'importe qui. Qu'on en juge : le bonhomme, historien et spécialiste de l'Europe de l'Est, exerce comme directeur du Centre d'études européennes à Oxford – dont il est *senior fellow* –, mais aussi à la Hoover Institution de Stanford, comme chercheur. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont deux traduits en français[3] ; il livre ses commentaires de géopolitique à de nombreux journaux européens et américains ; il colloque et « séminarise » à tour de bras sur les politiciens du moment et sur le thème de « l'histoire du présent » qui, pour lui, commence en 1989 ; il est de toutes les mondanités à prétention intellectuelle ; il théorise la fin d'une histoire académique au profit d'une autre histoire qui se pratiquerait à chaud, par *full immersion*, sur la base du témoignage et aux confins du journalisme et de la littérature. Aux yeux des modernes propagandistes de l'expertise journalistique, c'est un fin limier. Aux yeux de certains historiens sérieux, c'est d'abord un jobard à la méthodologie contestable et tout juste bon à abuser un rédacteur en chef.

... à la calomnie compassionnelle

« J'ai sous les yeux la fameuse liste des "cryptocommunistes" qui a abouti dans les dossiers du département semi-secret du Foreign Office le 4 mai 1939. »

C'est sur cette phrase que s'ouvre le très long papier publié par Garton Ash dans le *New York Review of Books* du 24 septembre 2003 et intitulé « La liste d'Orwell ». Le principal intérêt du commentaire fleuve de Garton Ash réside dans l'utilisation permanente et conjuguée des trois techniques déjà citées : la calomnie directe ou oblique – qu'on le veuille ou non Orwell a donné des noms –; la calomnie emberlificotée – mais c'est parce qu'il allait mourir et qu'il voulait séduire une femme –; l'éloge calomnieux – malgré tout, il reste le grand penseur de l'anti-totalitarisme. De tout cela, le lecteur non averti – c'est-à-dire « le lecteur moyen des tabloïds de la gauche officielle », caractérisé par une « absence totale d'esprit critique et [une] inculture politique abyssale », comme l'écrit Jean-Claude Michéa dans son dernier, et remarquable, ouvrage consacré à Orwell[4] – tire la conclusion qu'on souhaitait qu'il tirât : Orwell fut un donneur qui avait des excuses. Sur l'air de la calomnie compassionnelle...

Car Garton Ash s'y entend à merveille pour le délicat croc-en-jambe et la sournoise perfidie. Ainsi, quand il semble vouloir comprendre la démarche politique d'Orwell, c'est pour mieux l'accabler de larmoyantes considérations sur sa solitude et sa maladie. Quand il indique que son choix de participer à la campagne anti-stalinienne fut réfléchi, c'est pour mieux souligner sa dépendance, affective ou sexuelle, au choix. Quand il convient que cette liste n'eut aucun effet désagréable sur la carrière des nominés, c'est pour mieux remarquer qu'elle eût pu en avoir. Quand il s'inscrit en faux contre la délirante comparaison opérée par d'aucuns staliniens mal blanchis entre la liste d'Orwell et la chasse aux sorcières maccarthyste, c'est pour mieux insister sur le fait que l'IRD abandonna progressivement sa première mission – la propagande anti-soviétique –, pour devenir, à la fin des années 1950 – soit dix ans après la mort d'Orwell – le « département des coups tordus ».

Ainsi, de marche en marche, l'histoire d'un épisode somme toute banal et en cohérence avec le combat anti-stalinien d'Orwell est déconstruite, puis reconstruite fictionnellement, pour en faire la preuve ontologique d'une définitive part d'ombre dans l'existence du « saint George de la littérature anglaise ». Et Garton Ash de préciser sa pensée – et sa méthode – en s'autoproclamant au passage

« historien scrupuleux »: « L'innocence d'Orwell, écrit-il, ne pourra jamais être définitivement prouvée. » Autrement dit, à défaut de culpabilité, une « non-innocence » suffit pour les modernes inquisiteurs du ministère de la Vérité relative.

Le brouillage post-moderne

« Il ne subsistera bientôt plus rien de ce que, nous fiant à ce qui était universellement admis, nous pensions naïvement certain », écrivaient en 1997 les auteurs d'*Orwell devant ses calomniateurs*. Et ils ajoutaient: « On nous démontrera qu'il n'était rien de ce que nous savions ou, en tout cas, que ce que nous savions de lui est peu de chose en regard de ce qu'on nous en apprend. Une fois accréditée par les fameuses archives, la rumeur se répand d'autant plus vite qu'elle satisfait une espèce de demande sociale, dans une époque où la bassesse intellectuelle est anxieuse de ramener à son "niveau de lecture" tout ce qui la dépasse. »

Cinq ans plus tard, le *newspeech* historico-journalistique de Garton Asch assène la sentence: « Ce qui demeure sans doute le plus dérangeant dans cette affaire de liste réellement envoyée, c'est le fait qu'un écrivain dont le nom est synonyme d'indépendance politique et d'honnêteté journalistique ait pu collaborer, bien que marginalement et pour une bonne cause, avec un organisme bureaucratique de propagande. »

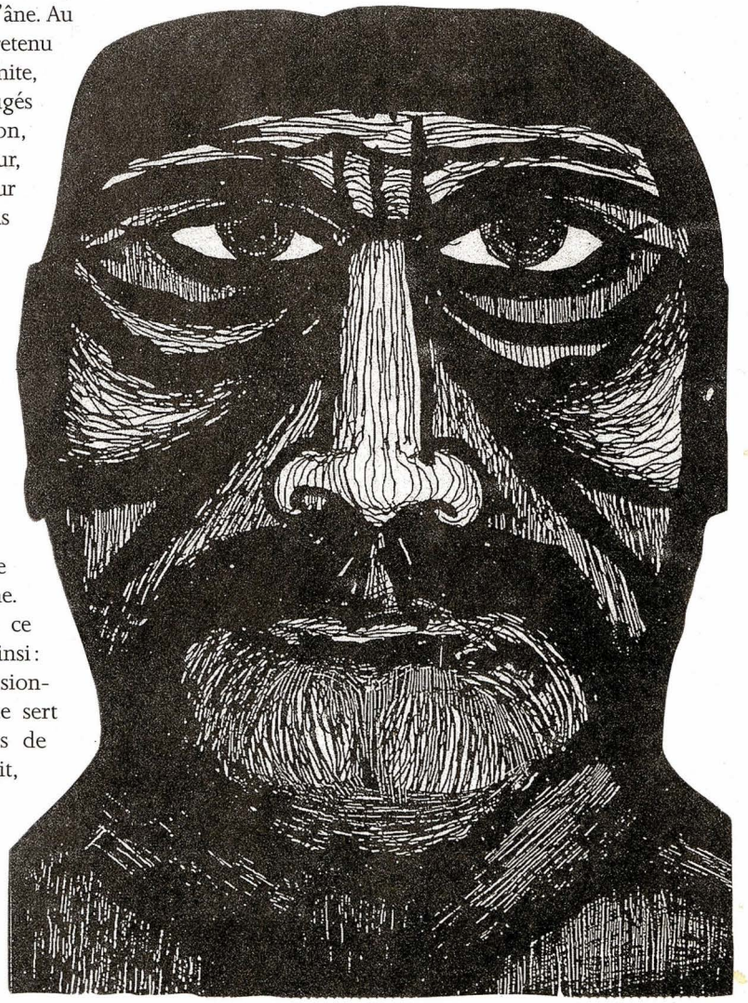
Admirez le coup de pied de l'âne. Au passage, le lecteur non averti aura retenu que le bon George était antisémite, incapable de surmonter les préjugés de sa classe et de sa génération, obsédé par les femmes, fouineur, maniaco-dépressif et grand amateur de fichage et il aura noté qu'à ne pas mourir si tôt – « en James Dean de la guerre froide, en John F. Kennedy des Lettres anglaises », écrit l'oxfordien distingué dans un furieux dérapage *people* –, il aurait sans doute viré réactionnaire et aurait forcément écrit de mauvais livres. Comme exercice d'admiration – car Garton Ash admire « l'éclatante voix » d'Orwell –, on avouera qu'on pourra difficilement faire mieux. Le baiser du tueur, en somme.

S'il est une leçon à tirer de ce vacarme, elle pourrait s'énoncer ainsi: en s'adonnant à sa passion révisionniste, le moralisme post-moderne sert de terreau aux pires entreprises de brouillage. En l'occurrence, il s'agit, sous la plume « autorisée » des actuels policiers de la pensée, d'abolir le passé – par déconstruction-reconstruction – en le conformant à la confusion régnante d'un éternel présent où tout se vaut et tout s'annule, dans l'insignifiance. Ainsi, conséquences de ce pervers mécanisme de dénigrement, les futures générations enseignées dans l'ignorance finiront par retenir d'Ignazio Silone qu'il rendit des services à Mussolini, d'Arthur Koestler qu'il battait ses femmes et de George Orwell qu'il ne fut, finalement, de Rangoon à Costwold, qu'un type assez trouble qui commença en flic et termina en honorable donneur. Et basta.

La méthode Garton Ash n'est finalement qu'une variante moderne de la bassesse intellectuelle, la pire, sans doute, celle qui lâche ses salissures en prenant soin de passer la serpillière, avant de se remettre à l'ouvrage. Au bout du compte, il y aura toujours un journaliste de *Libération* ou du *Monde* pour lui trouver de la valeur. Le glauque est à la mode. **F. G.**

---

1. George Orwell, *Essais, articles, lettres*, Ivréa et l'Encyclopédie des nuisances. Traduction d'Anne Krief, Michel Pétris, Bernard Pêcheur et Jaime Semprun. Volume I (1920-1940), 706 pages; volume II (1940-1943), 566 pages; volume III (1943-1945), 543 pages; volume IV (1945-1950), 623 pages.
2. *George Orwell devant ses calomniateurs. Quelques observations*, Ivréa et l'Encyclopédie des nuisances, 1997.
3. *La Chaudière* (1990) et *Au nom de l'Europe* (1995), les deux édités chez Gallimard.
4. Jean-Claude Michéa, *Orwell éducateur*, Climats, 2003.



Année de l'Algérie
Savoir dire « non »

Réfractaires à la guerre d'Algérie des années 60 et « refuzniks » de l'armée israélienne :

ENTRE 1959 ET 1963, une trentaine de jeunes Français, qui ne se connaissaient pas entre eux, se sont tour à tour déclarés réfractaires à la sale guerre qui se déroulait en Algérie et se sont portés volontaires pour un service civil sur les lieux du conflit. Fin juin 2003, un grand nombre d'entre eux viennent de se retrouver pour deux jours de réflexion partagée avec une partie de ceux et de celles qui s'étaient solidarisés avec eux pendant les manifestations qui ont conduit à leur arrestation ou à leur emprisonnement.
Quarante ans après, il a semblé important à ces réfractaires, insoumis ou déserteurs de transmettre la mémoire des combats qu'ils ont menés au sein de l'Action civique non violente (ACNV). Aussi ont-ils mis en chantier un travail écrit et audiovisuel et jeté les bases d'un site Web (http://www.refractairesnonviolentsalgerie.1959a63.org) qui permettra bientôt de trouver documents, photos et témoignages sur ces événements trop souvent « mal traités » ou pas traités du tout dans les livres et les articles consacrés aux jeunes du contingent face à la guerre d'Algérie.
Ces mêmes personnes ont tenu à cosigner l'appel suivant :
« Ceux d'entre nous qui ont connu la prison pour leur refus de participer à la guerre d'Algérie, et ceux qui les ont soutenus, tiennent à adresser un salut particulièrement fraternel à tous ceux qui refusent, à leurs risques et périls, de servir dans des armées d'occupation, et en particulier aux soldats et officiers de l'armée israélienne actuellement emprisonnés par leur gouvernement pour leur refus d'intervenir militairement dans « les territoires occupés ».
Nous demandons à tous ceux, intellectuels, journalistes ou autres, qui ont des responsabilités vis-à-vis de l'opinion publique d'exiger que soient traités avec dignité, les « refuzniks » qui, pour des raisons de conscience ou des raisons politiques, refusent de participer à ce qu'ils réprouvent. Nous souhaitons instamment que ces actes de désobéissance soient connus comme ils le méritent. »

Voir *le Monde libertaire*, n° 1306 du 6 au 12 février 2003 : André Devriendt : « La guerre d'Algérie et les anarchistes » ; André Bernard : « Pas un homme pour la guerre ».

Célébration des 150 ans de la naissance de Malatesta

C'EST au Palazzo dello Spagnuolo de Naples les 5,6 et 7 décembre, que se tiendra cette manifestation organisée par les groupes anarchistes napolitains de la Fédération anarchiste italienne, en collaboration avec la Fondazione Morra. Malatesta a été un des révolutionnaires parmi les plus connus de son temps, et un des symboles de liberté pour toutes les composantes du mouvement ouvrier italien. Contre les tentatives pour l'effacer de la mémoire historique, cette rencontre sera l'occasion pour ceux et celles qui partagent – ou non – ses idées de se confronter avec l'histoire non officielle.

Contacts : Tél./fax : 081 4554064, studiomorra@libero.it

Un groupe de la Fédération anarchiste est en constitution sur Marseille-Aix-en-Provence. Si tu es interresé-e tu peux nous contacter par courriel (contact@fa-marseille.fr.eu.org) ou par courrier : Groupe FA de Marseille, c/o Mille bâbords, 61, rue Consolat, 13001 Marseille

Chroniques de la toile

L'ANARCHISME, ce sont des idées, certes, mais ce sont surtout des femmes et des hommes qui leur ont donné corps. Ils sont nombreux, et souvent méconnus. Nous connaissons Bakounine, bien sûr, et aussi Proudhon, au moins de nom ; nous avons tous en tête les combats de Makhno et de Durruti mais Alexandre Berkman, Emma Goldmann, c'est déjà moins clair.

Un site nous permet de remédier à cette ignorance. Il s'agit de l'Éphéméride anarchiste. http://perso.club-internet.fr/ytak

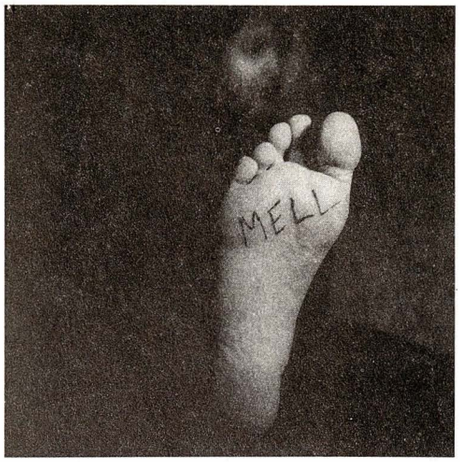
Classé par date ou par nom, vous pourrez « découvrir les acteurs et actrices du mouvement libertaire d'aujourd'hui ». Les créateurs du site ont l'ambition d'essayer de « nous faire partager pour chaque jour de l'année, la vie de militant-e-s connu-e-s ou non, et ce dans une plus grande diversité possible, appuyant nos propos d'une citation ainsi que d'événements auxquels furent mêlés des anarchistes ». De Berthe Fabert, présente sur ce site, nous ne savons hélas rien d'autre que le fait que son compagnon fut administrateur du *Libertaire* et qu'elle devint par la suite l'amie d'Ascaso. Ce qui est très peu. Par contre, sur la même page, nous faisons la connaissance de Simone Larcher, qui avec son compagnon entreprend la publication du journal *l'Anarchie* puis anime les Causeries populaires de 1927 à 1937. Simone Larcher deviendra correctrice dès 1928 et sera la première femme à faire partie du comité syndical des correcteurs.

Si vous voulez savoir qui étaient Raymond Lachèvre, Constant Marie, Robert Jospin ou Fabio Luz, faites un tour sur l'Éphéméride. Si un jour vous déprimez, allez-y pour savoir ce qui s'est passé ce jour-là dans le monde des anars, et vous en sortirez renforcé. La publication sur Internet, de textes, d'informations, ou d'illustrations d'origine anarchiste ou proche, est de plus en plus importante. L'édition anarchiste en ligne est devenue partie intégrante du travail politique et culturel. Bravo, et pourtant cela pose un problème. Comment en garder trace ?

C'est la préoccupation de toutes les bibliothèques nationales du monde entier. C'est aussi celle du CIRA de Lausanne. En attendant que des techniques adéquates soient trouvées, je lance un appel à tous les responsables techniques des sites anars et proches. Enregistrez votre site sur un CD et envoyez le au CIRA, Beaumont 24, 1012 Lausanne, Suisse. Il faut penser à plus tard. Nous devons laisser des traces !

À vos souris !
À vos graveurs !

L'Araignée



Récemment posé dans les bacs et déjà salué par une partie de la presse musicale, l'album de Mell pose la première pierre discographique de cette jeune chanteuse nancéenne, qui n'a visiblement pas envie d'en rester là. Le titre du disque, « Mon pied en pleine face », n'annonce paradoxalement pas trop la couleur générale du disque, assez délicate entre quelques jets d'acide. On y trouve treize chansons dont les textes, servis par la voix chaleureuse mais encore un brin mal assurée de Mell, parlent largement d'amour, de ses déboires, de ses espoirs, et de ses cheminements tortueux qui font parfois mal à l'âme et aux tripes. C'est plutôt bien ficelé, sympathique sans être forcément ultra original, et les fans de la « nouvelle chanson française » (représentée par La Tordue, les Têtes Raides et consorts) seront sans doute séduit-e-s par cette petite galette, d'autant plus que la partie musicale est quant à elle de très haute volée. Disons que, pour être tout à fait honnête, ce n'est pas trop ma tasse de thé, mais force m'est de reconnaître que Mell a du talent et, pour peu qu'elle ne prête pas trop attention aux sirènes du commerce musical (le style qu'elle a choisi est, malgré tout, assez à la mode en ce moment), ce talent promet de bien belles choses.

Mell, *Mon pied en pleine face*, label And Music (21, rue du Pont Mouja, 54000 Nancy, jo@labelandmusic.com)

Et hop! Une nouvelle livraison de l'*Échelle*. Vous rappelez-vous? Le fanzine dépliant qui se construit, mètre après mètre. C'est donc le troisième numéro en date, avec au recto un montage de murs graphés, et au verso un terrain d'expression libre pour divers illustrateurs tels que Popay, V. Will, Horace Vermont, C. Gaudin etc. Peu à peu, à force de suivre l'initiative singulière de l'association à l'origine de ce projet, l'*Échelle* revêt de nouvelles dimensions, à la fois terrain d'expériences graphiques, mais aussi un genre de mémoire de l'expression peinte sur les murs de nos villes, qui ne résiste hélas jamais bien longtemps aux nettoyages, aux destructions, aux manœuvres immobilières, etc. En somme, loin des galeries d'art et des événements subventionnés, à son échelle, le fanzine du même nom préserve de l'oubli une partie de ce patrimoine. L'asso annonce la sortie du quatrième numéro pour décembre prochain, avec au programme « un changement majeur ». On attend ça avec impatience.

Contact: Association l'Échelle, 45, rue Basfroi, 75011 Paris. Abonnement: 8 euros l'année. www.echellechelle.net

Ca m'est tombé un peu par hasard entre les mains, l'album (j'ignore s'il s'agit du premier) de Yapa intitulé *Station acoustique*. La couleur est annoncée, il n'y a pas de chant, juste de la musique et plus précisément des guitares (trois), un peu de percussions et de temps en temps une trompette. C'est très calme, assez (moderne) jazzy, avec de sérieuses consonances hispanisantes et orientales. Là encore, on a affaire à de très bons zicos qui savent gratter, mais bon faut dire aussi que le punk qui sommeille en moi est toujours impressionné d'entendre pincer plus de deux cordes à la fois... Impossible d'en savoir davantage sur le disque, mis à part qu'il s'agit visiblement d'une autoproduction, et que les morceaux ont été enregistrés il y a un peu plus d'un an lors d'un concert à Châtenay-Malabry (92).

Ah si, un contact tout de même: Fabrice au 06 89 37 72 06. Et un site web: http://www.dibim.com

Après une petite interruption de ses activités, la VPC « Ravachol distro » reprend du service! Le concept est cependant différent: il s'agit d'une liste de disques (33 et 45 tours) proposés en version CD et cassette. Grosso modo, c'est de la copie, tout simplement!!! Dans la mesure où les styles musicaux représentés évoluent exclusivement autour de l'anarchopunk, l'initiative est on ne peut plus juste, et il serait de toute façon hors de propos de s'intéresser d'une quelconque manière au « copyright ». La VPC est « non profit », les CD et cassettes sont proposés à 1,50 euros ou 2,30 francs suisses port compris, et la seule motivation de l'activiste consiste à faire connaître les groupes anarchopunk/crust aux personnes qui connaissent mal ou peu ce mouvement. Rien de plus louable, en effet.

Catalogue disponible contre un timbre ou deux chez Greg Marciniak, 37, rue de l'Écluse, appt. 26, 2000 Neuchâtel, Suisse, future.noir@net2000.ch

agenda

Du 23 au 25 octobre

Paris 20e

Le Théâtre La Balancelle présente *Flora,* de Yoland Simon, une pièce d'après la vie de Flora Tristan. À 20h30, à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades (Réservations: 01 45 26 50 89).

Jeudi 23 octobre

Paris 11e

Rencontre-débat avec Gisèle Ginsberg, auteur du livre *Je hais les patrons*. À la Passerelle, 3 rue Saint-Hubert, M° Saint-Maur

Paris 10e

Les cuistots de Frog Pubs en grève se mettent aux fourneaux de la Rôtisserie, 4, rue Marthe pour soutenir leur grève.

Vendredi 24 octobre

Lyon 1er

Vidéo *Un an de lutte contre le publisexisme,* à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (expo visible durant les permanences de la librairie).

Amiens

Débat public sur l'échec des grèves de mai-juin, organisé par la CNT-AIT, à 20h30 à la salle Dewailly (près du Coliséum).

Dijon

Partage de savoirs: *violence et masculinité, quelles constructions sociales? Quelles remises en cause?* À l'espace autogéré des Tanneries, Bd. de Chicago, à 20h30

Samedi 25 octobre

Chelles (77)

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec Sylvain Boulouque auteur du livre *les Anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962),* à 20h30 au 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER).

Lyon 1er

Débat *Des luttes antimondialisation au mouvement de grèves du printemps 2003, quelles pratiques, quelles implications et quelles perspectives libertaires pour le mouvement social?* animé par des militants de l'UL FA, à 15 heures à la librairie la Plume-noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Nancy

Le groupe Marée-noire tiendra une table de presse pour présenter le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste à partir de 15 heures, place Maginot.

Dimanche 26 octobre

Lille

Le GROupe MEtropole LIlloise de la FA reprend ses *anar 4 heures*: projection de *1984* (de M. Radford) et débat sur le totalitarisme. À 16 heures au CCL (Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar)

Paris 11e

Soirée de soutien au Scalp-Reflex. Présentation du groupe, débat, table de presse et musique avec Booter (noise hardcore), Cromwello (hardcore grind) et No reflexion Left (hardcore)

Jeudi 30 octobre

Strasbourg

le groupe Juillet-36 organise une conférence-débat sur l'anarchisme, à 20 heures, à la maison des associations, place des Orphelins (entrée libre).

Vendredi 31 octobre

Besançon

Conférence organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste avec J.-P. Tertrais, sur le thème de « croissance, décroissance et environnement » à l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. À 20h30.

Mercredi 5 novembre

Paris

L'Autre sens du voyage, présentation du livre paru aux éditions Homnisphères à 19h45, au CICP 21ter, rue Voltaire M° Nation ou Rue-des-Boulets, organisée par la librairie Quilombo.

Jeudi 6 novembre

Nantes

20h30, au Cinématographe (rue des Carmélites) le CHT vous propose de voir le documentaire *Union maids* qui raconte l'histoire d'une lutte ouvrière menée par des femmes afro-américaines de Chicago durant la grande dépression. Cette projection sera suivie d'un débat. Tarif du cinéma: 3 euros.

Samedi 8 novembre

Marseille 1er

Un après-midi autour de Georges Brassens, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 11e

Forum à la librairie du Monde libertaire: *la Prostitution coloniale* avec Christelle Taraud, à 16 heures 145, rue Amelot.

Dimanche 9 novembre

Dijon

Concert avec Inner Terrestrials (Reggae Punk / UK) et Zvonko i Gradski ured za kulturu (musique free et spontanée, Croatie), aux Tanneries, Bd. de Chicago (20 heures, 4 euros).

Mardi 11 novembre

Ivry-sur-Seine

Le groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste organise une soirée débat au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, face au vieux moulin, M° Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie. Sur les thèmes: *Anarchistes en 2003. Ce que nous voulons, Reflexions et propositions anarchiste.* Ouverture des portes à 19h30. Entrée libre, restauration, **bar.**

Radio libertaire

Mercredi 22 octobre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Mississipi Fred Mc Dowell, accoustique et électrique.

Ras-les-murs: de 20h30 à 22h30 « la littérature en prison, pour quoi faire?? » Avec Carine Trevisan maître de conférence à l'Université de Paris VII – qui travaille dans la section des « étudiants empêchés » et qui va régulièrement à la prison de Fresnes.

Femmes libres: de 18h30 à 20h30, avec Suzy Rojtman du CNDF pour la campagne contre les violences faites aux femmes.

Jeudi 23 octobre

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, Mounamitié. Invité: Gérard Durand, secrétaire des Amis de la vie.

Vendredi 24 Octobre

Jazz en liberté: 22h30: Eric Dolphy quartet en public (1961), Sonny Simmons / Charles Moffett duo (1996), Thomas Chapin sextet en public (1996), Bruno Spoerri / Reto Weber duo (1988), Jef Sicard quartet en public (1993), Anthony Ortega / Chuck Domanico duo (1966).

Samedi 25 octobre

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, Argentine, mouvements sociaux.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier: de 10 heures à 11h30 recevra Lola Lafont Pour son livre *Une fièvre impossible à négocier.*

Lundi 27 octobre

Les Destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, Robert Merle, pour *le Glaive et les amours*, treizième roman de la saga Fortune de France.

Mercredi 29 octobre

Blues en liberté: de10h30 à 12 heures, Johny Shines, ancien compagnon de Robert Johnson.

Ras-les-murs: de 20h30 à 22h30 (sous réserve) « Le sens de la peine » avec Nicolas Frize responsable de la commission Prison de la Ligue des droits de l'Homme.

89,4 MHz
en région parisienne

Béranger article sans suite

APPRENDRE LA MORT de François Béranger, c'est comme perdre un ami qu'on a un peu perdu de vue depuis plus de vingt ans. Précisément, depuis notre dernière rencontre au grand raout laïque de mai 1982, une des dates balisant les trahisons de la gauche au pouvoir. Après, j'ai eu de ses nouvelles de loin en loin, à l'occasion rare de la sortie d'un nouveau disque, ou de la réédition en CD de certains de ses anciens, mais nos routes ne se sont plus croisées.

Pour en revenir à la fête laïque, c'était normal de le voir là, Béranger. Un festival militant sans lui, ça ne se concevait guère. Comme Ferré auparavant, les Béru ou Noir Désir plus tard, ses chansons ont accompagné nombre de révoltes individuelles, de prises de conscience, de luttes sociales dans les années soixante-dix. On subissait l'oppression mais on pressentait la Révolution imminente, ou on faisait comme si. Et pas n'importe quelle révolution, hein, celle du bonheur et de l'émancipation, celle de la Fête du Temps; « l'alternative, c'est pas malin, c'est la nuit noire ou le matin », qu'il chantait.

Les chansons de Béranger étaient autant d'appels à s'y prendre « maintenant, nous mêmes et sans attendre, à refaire le présent ». Elles avaient une odeur inimitable de piquet de grève, de luttes pas forcément finales mais déterminées, de chagrins d'amour sincères mais dont on finirait bien par se remettre. Comme cette odeur n'est pas celle des salons distingués, paroles, musiques et voix étaient mal dégrossies, taillées à la serpe. Pas d'alibi poétique ou mélodique: il était impossible de s'abstraire de leur message, ni de le sublimer. On pouvait danser dans les boums sur « Stand the Ghetto » (Lavilliers), pas sur « Magouille Blues »; on pouvait se contempler le nombril sur le lyrisme un rien complaisant de « I. comme beauté » (Higelin), pas sur « L'amour minéral ».

Il répétait à son public: « je ne suis pas une image, ni un gourou, ni un slogan, je ne suis pas votre alibi, Tarzan, Zorro ou Jésus-Christ ». Et face ce public particulièrement exigeant, souvent frondeur, parfois houleux, il n'hésitait pas à prendre à partie « les purs et durs du premier rang ». Du coup, l'atmosphère des concerts était unique. On ne venait certes pas adorer l'idole, mais avec un peu de chance on en sortait requinqué pour les luttes à venir. Et de bonne humeur, car on se marrait bien aussi.

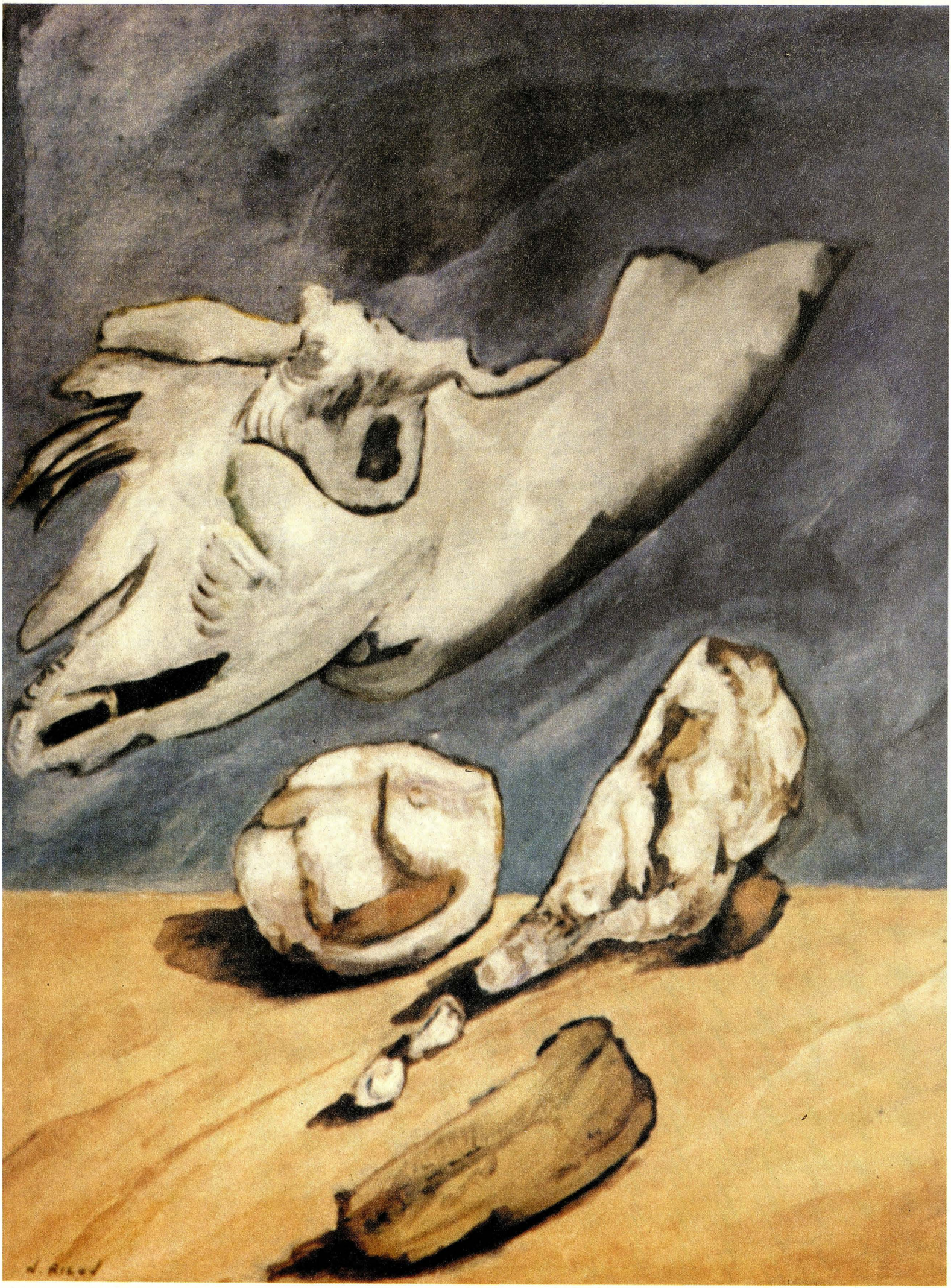
Somme toute, il est logique que l'éclipse de Béranger ait suivi de près l'arrivée de la gauche unie au pouvoir. Le mouvement social, et Béranger lui-même, avait fini par placer tous ses espoirs dans un changement de majorité politique. Virer Giscard et son insupportable clique, il fallait commencer par ça, d'ailleurs les socialistes ne promettaient-ils pas une rupture avec le capitalisme? On n'y croyait pas vraiment, mais « sous mes mots maladroits se cache la peur de ne plus espérer ni en vous ni en moi ». On a vite déchanté après mai 1981 (« le vrai changement c'est quand? »), mais le rêve était brisé, les luttes ne visaient déjà plus notre émancipation, mais la sauvegarde de nos maigres acquis. Ce qui restait de chanson « engagée » prenait des chemins franchement désespérés: c'était nos années Thiéfaine, la révolution du bonheur n'était plus d'actualité.

Et puis un jour, la semaine dernière, Béranger est mort. « Comment faire pour accepter ça, que la vie coule une fois, pas deux? » Il n'a guère profité de l'invitation de son dernier CD à « Profiter du temps », il y a six mois. « Et puis la vie passe, et c'est notre vie », chantait-il, mais aussi « Contre vents et marées, envers et contre tout, j'ai chevillé dans le cour un rêve de bonheur ». Au fil de ces bribes de textes qui remontent en vrac, on se dit qu'il est plus que temps de remettre ce rêve à l'ordre du jour. Et en attendant, on peut toujours chanter, avec Béranger, « les jours sont courts, les nuits sont brèves: brûlons la vie par les deux bouts! Craignons de nous réveiller morts sans avoir assez joui de tout! »

François Coquet

Soyons toujours présent-e-s face aux intégristes de tous poils !

300 PERSONNES ont manifesté samedi 18 octobre à Paris contre le rassemblement de Renaissance catholique au Sacré Cœur, dans le cadre de leur « marche pour la vie » démarrée à Chartres. Sous un semblant de respectabilité familiale «bon enfant » se dissumule l'intégrisme religieux le plus intolérant et le plus hostile à toute idée d'émancipation des femmes. Organisé par la plupart des organisations libertaires et antipatriarcales, ce contre-rassemblement fut l'occasion de montrer notre détermination à lutter pour le droit des femmes de disposer de leur corps et contre l'hétéro-normativité.



Nissan Rilov: *Sous les rochers la Palestine.*